

Economie Gabon +

Le Mensuel des dirigeants et leaders d'opinion



L'énergie se réinvente, Total devient TotalEnergies.



ep.totalenergies.ga
totalenergies.fr



MENSUEL GRATUIT, NE PEUT ÊTRE VENDU

L'ESSENTIEL

PORTRAIT

MODESTE OKOME, l'étoile montante du journalisme gabonais qui tient «Echo de l'éco»

p.4

VIE ÉCONOMIQUE

GSEZ présente ses initiatives d'économie circulaire à **LCOY**

p.6

L'Aéroport International de Kigali et l'aéroport international Leon MBA désignent champion et vice-champion de la gestion de la sécurité en Afrique centrale par le **safety award 2022 de l'ACI**

p.13

Interview de Monsieur **AMADOU RELONGA SERGE** responsable **COTRAF**

p.8



Hélène ZOUA ONDO, future présidente de la Chambre de Commerce ?

p.10

DOSSIER

Gabon : où trouver l'emploi? **Gabon** : où trouver l'emploi?

p.15



L'essor des universités privées au Gabon

p.17

La coexistence entre la **protection de l'environnement** et l'**exploitation des ressources minières** est-elle possible ? Cas de l'Afrique centrale (2e partie)

p.20

PERSPECTIVES - PROSPECTIVES FORMATION - EMPLOI



INTERVIEW DE MONSIEUR AMADOU RELONGA SERGE RESPONSABLE COTRAF

Lire p.8-9

LA CPG DEVIENT LA FÉDÉRATION DES ENTREPRISES DU GABON

Lire p.10

LA COP...27, TUNNEL SANS FIN ?

Lire p.12-13

KARIANE LEYINDA, LA MANAGER D'ALTEMPLOI GABON, CHASSEUSE DE TALENTS, EN TOUTE DISCRÉTION

Lire p.14

MINISTÈRE DES TP : TOUSSAINT NKOUMA EMANA, L'HOMME PROVIDENTIEL ?

Lire p.18

PROCHAIN NUMÉRO :

N°102

BANQUES ET ASSURANCES



PRODUIT PAR

BETACO

BARRACUDA APRÈS PPG - OWENDO
B.P 8074 LIBREVILLE, GABON

(+241) 077 33 33 44
(+241) 062 25 85 85

INFO@BETACOGABON.COM

maxichococream

SALON DE L'EMPLOI & DES METIERS

AltEmploi
GABON



SE FORMER • S'ORIENTER • RÉUSSIR



(+241) 062 53 90 01 • www.altemploi5.com

SOMMAIRE

PORTRAIT

MODESTE OKOME, l'étoile montante du journalisme gabonais qui tient «Echo de l'éco»

VIE ÉCONOMIQUE

Communiqué de Presse GSEZ : Remise de tables bancs et chaises dans la commune de Ntoun

Communiqué de Presse GSEZ : African Elephant

Communiqué de Presse : GSEZ présente ses initiatives d'économie circulaire à LCOY

Communiqué de Presse ADL - GSEZ

Transport maritime : Remise des certificats d'habilitation à 60 apprenants à la conduite des grues offshore

Interview de Monsieur **AMADOU RELONGA SERGE** responsable **COTRAF**

La CPG devient la Fédération des Entreprises du Gabon

Hélène ZOUA ONDO, future présidente de la Chambre de Commerce ?

Interview de **Monsieur MABIKA Davy Armel**, Directeur d'OGOREY SERVICES PLUS.

DOSSIER

La COP...27, tunnel sans fin ?

Kariane LEYINDA, la manager d'AltEmploi Gabon, chasseuse de talents, en toute discrétion

Gabon : où trouver l'emploi ?

L'emploi sans la croissance ?

L'essor des universités privées au Gabon

4 Questions à Monsieur **Dogad DOGOU**

Ministère des TP : **Toussaint NKOUMA EMANA**, l'homme providentiel ?

La coexistence entre la **protection de l'environnement** et l'**exploitation des ressources minières** est-elle possible ? Cas de l'Afrique centrale (2e partie)

BRÈVES ÉCONOMIQUES

Le budget 2023 en hausse de 306,7 milliards FCFA

SCG-Ré : 500 millions de FCFA en actions pour les salariés du FGIS

BGFIBank Gabon : De nouveaux projets et des innovations pour la clientèle

Pétrole : le Gabon s'aligne sur la décision de l'OPEP de baisser la production pétrolière

SANTÉ

APHASIE DE BROCA

p.4

p.5

p.5

p.6

p.7

p.7

p.8-9

p.10

p.10

p.11

p.12-13

p.14

p.15

p.15

p.17

p.17

p.18

p.20

p.21

p.22

p.22

p.22

p.23

PERSPECTIVES ET PROSPECTIVES FORMATION-EMPLOI

Par **Philippe CHANDEZON**

La publication de notre numéro consacré aux Perspectives et Prospectives économiques au Gabon en 2022-2023 intervient dans le contexte de deux crises mondiales majeures : la pandémie persistante de COVID-19 et le conflit russo-ukrainien. Ce dernier a éclaté alors que l'économie africaine était sur la voie de la reprise après l'impact dévastateur de la pandémie et pourrait assombrir les perspectives économiques auparavant prometteuses du continent. A ce niveau, la Banque Africaine de Développement pense que nous risquons de plonger dans la stagflation, une combinaison de croissance lente et d'inflation élevée. La croissance moyenne du PIB qui atteignait presque 7% en 2021 devrait redescendre aux alentours de 4% en 2022.

Cette décélération de la croissance souligne la gravité de l'impact du conflit russo-ukrainien sur l'économie africaine. Du côté de la demande, la croissance africaine sera tirée en grande partie par la consommation privée et l'investissement, et du côté de l'offre, par l'expansion continue du secteur des services.

Le Gabon fait partie des pays à revenu intermédiaire de la tranche supérieure. Cinquième producteur de pétrole d'Afrique, il a enregistré une forte croissance économique au cours de la décennie passée, portée notamment par la production de pétrole et de manganèse. C'est un pays membre de la Communauté Economique et Monétaire de l'Afrique Centrale, une composante de la Zone Franc Africaine (ZFA). A l'instar d'autres pays membres de cette organisation, le Gabon présente une croissance économique de long terme non soutenue, des déficits publics récurrents à l'origine de la crise de la dette (Moussone, 2010).

Conscient de la fragilité de son économie, le gouvernement ga-

bonais a entrepris depuis plus de trois décennies, de diversifier son économie en réduisant le poids de l'Etat dans le secteur productif. Il veut faire migrer son économie d'une économie de rente à une économie de production diversifiée.

L'Etat s'est désengagé du secteur productif en privatisant les entreprises publiques et en cherchant à mettre en œuvre un certain nombre de réformes visant à favoriser les investissements privés (Metounghe Nnang, 2001). Les vastes réformes entreprises ont montré leurs limites car environ trente (30) ans après le Gabon n'a pas un véritable tissu économique, n'a pas une industrie performante. Les matières premières (pétrole, manganèse et bois) restent les principales pourvoyeuses des ressources de l'Etat. Le constat de cette situation d'échec contraint le Gabon à penser à l'après pétrole.

Il y a aussi la question de l'emploi. Un sujet crucial dans nos sociétés de chômage de masse, et la formation qui est souvent présentée comme une solution, notamment pour les jeunes. Pourtant, dans les relations complexes entre la formation, l'emploi et le travail, de nombreuses facettes sont peu ou pas explorées.

Plus de 250 millions de personnes sont au chômage dans le monde, en majorité des jeunes. C'est le constat inquiétant qui ressort de l'édition 2022 du rapport de l'Organisation Internationale du Travail (OIT). L'Afrique n'échappe pas à ce fléau. Au Gabon, c'est environ 64 000 chômeurs au total. Plus grave, la plupart des populations pauvres travaillent de longues heures sans même pouvoir subvenir à leurs besoins.

Pour maintenir le niveau actuel des emplois dans le monde d'ici à 2025, l'économie de la planète devra créer 650 millions d'emplois



nouveaux. Face à une urbanisation galopante et à une population qui doit doubler d'ici le milieu du siècle, la création d'emplois est un défi capital pour l'Afrique. Chaque année, l'économie du continent doit absorber l'arrivée de 800.000 nouvelles personnes sur le marché du travail.

Dans le monde, 90% des emplois sont créés par le secteur privé, rappelle pour sa part la Banque mondiale. La stabilité macroéconomique est indispensable pour développer un climat d'affaires propices à la création d'emplois agricoles industriels ou des services. Dans ce but, les pays africains sont partis en chasse contre l'informel. Mais attention aux idées reçues et au risque de vouloir aller trop vite.

Notre prochain numéro sera consacré aux secteurs de la banque et des assurances. Dans le prolongement du rôle central qu'elles ont toujours joué durant la pandémie aux cotés de l'Etat, les banques se retrouvent inévitablement au centre de la problématique qui sera plus cruciale qu'elle ne l'était auparavant. A nos banquiers de faire eux aussi leur propre révolution, de faire preuve de plus d'audace et de créativité pour réinventer une banque à la hauteur des ambitions d'un Gabon nouveau...

Directeur de la publication
Philippe CHANDEZON
pchandezon@gmail.com
Cel. : +241 (0) 65 31 70 00

Directeur délégué
Rayanne Marc ISAAC
rayannemisaac@yahoo.com
Cel. : +241 65 30 18 80

Redacteur en Chef
JR DJOUE DABANY
jean-rovys.dabany@outlook.fr
Cel. : +241 62 85 92 49

Secrétaire de Rédaction p.i
Salomé Camille NKOLLO NGONO
+241 (0) 11 73 18 80 - 065 14 36 60

Secrétaire de Direction
Brandy MENGUE
+241 (0) 11 73 18 80 - 065 14 36 60

Publicité & marketing :
241 (0) 11 73 18 80
economiegabonplus@gmail.com

Directeur artistique & infographie
Eudes Crepin MOULOMBA
Tel : +241 74 38 76 62

Informations légales
MEDIAGAB Société éditrice de :
Economie Gabon+
RCM N°RG LBV 2019B22899
Numéro statistique : 47809 P
Récépissé de déclaration de constitution d'un
organe de presse N°0165/MCPEN/SG/DCOM du
3 juin 2010

Régie publicitaire :
MEDIAGAB
Tél: +241 (0) 11 73 18 80

Siège social
4294 Bd de la Nation Bord de mer - Libreville
Immeuble BICP, BP 4562 Libreville-Gabon
Tél. +241 (0) 11 73 18 80 / (0) 65 14 36 60

Site Internet : www.economiegabonplus.com
Facebook : facebook.com/economiegabonplus
Twitter : twitter.com/EconomieGabon
LinkedIn : linkedin.com/in/economiegabonplus
Email: economiegabonplus@gmail.com



Philippe CHANDEZON
Directeur de Publication



MODESTE OKOME, L'ÉTOILE MONTANTE DU JOURNALISME GABONAIS QUI TIENT «ECHO DE L'ÉCO»

Modeste OKOME est l'une des figures de proue de l'espace audiovisuel au Gabon. Son enthousiasme ne semble jamais s'émousser, son sourire paraît inoxydable et la fraîcheur de sa voix continue d'enchanter les téléspectateurs de Gabon24, où elle anime depuis deux ans l'émission «Écho de l'éco». Portrait d'une jeune femme lumineuse.

Par JR DJOUE DABANY

Modeste OKOME n'a pas un parcours professionnel spécifiquement dans les médias. Son baccalauréat en poche, elle s'inscrit à la Faculté des Lettres et des Sciences Humaines de l'Université Omar BONGO, où elle étudie l'anthropologie. Après son Master 2, Modeste rêvait de poursuivre ses études universitaires, mais la jeune femme s'oriente vers le journalisme. «J'avais besoin d'un travail où l'on manie les idées. En plus c'était l'une des chaînes qui m'offrait le style de journalisme auquel j'aspirais.», explique-t-elle.

Modeste est un peu comme l'Oprah Winfrey gabonaise, tellement qu'elle est tout en une. Au départ attirée par l'économie, mais elle est plutôt fascinée par l'im-

pact de la télévision au Gabon, et pour apprendre son métier, elle choisit d'intégrer la rédaction du site d'info «Gabon Économie», où elle écrit des chroniques sur les sujets économiques. Mais c'est la télévision qui passionne la jeune femme.

Elle trouve son premier job en télé un an plus tard au sein de la chaîne privée Renaissance TV, où elle est au commandement du journal télévisé. En 2019, Modeste répond à une annonce de Gabon24, une chaîne d'information en continue, qui recherche des présentatrices pour ses éditions d'information quotidiennes. Et là, miracle : Laure BIGOURD, la directrice de la chaîne, est convaincue que Modeste constitue un atout.

«La dimension africaine de la chaîne m'a tout de suite attirée. Je voulais donner une autre image du Gabon », confesse Modeste. Elle va enchaîner plateaux, directs...et pour la première fois, Modeste franchit un nouveau palier : la direction de Gabon24 lui propose de réfléchir au lancement d'une émission. Sans hésitation, elle lance « Echo de l'éco », un magazine (bi-mensuel) qui donne la parole aux leaders d'opinion et aux chefs d'entreprises pour décrypter les sujets économiques et les tendances du marché.

Modeste Okome n'a pas eu une enfance privilégiée. Née en 1984 à Oyem (Woleu Ntem), elle a grandi avec son frère et sa sœur entre une mère et un père chrétiens. Son éducation? Classique, for-

cément classique. Ses livres? La grande désillusion de Joseph Stiglitz, Le Prince de Machiavel, Dette de David Graeber, l'économie est une science morale de Amartya Sen.

Au travail, ses collègues la décrivent comme une femme «pleine d'énergie, exigeante et surtout travailleuse». A 33 ans, le jeune femme n'a pas encore fini de gravir les étapes du journalisme mais elle est devenue en quelques années une référence dans le paysage audiovisuel du Gabon.



COMMUNIQUE DE PRESSE

1st carbon-neutral certified
industrial zone in Africa.



Objet : Remise de tables bancs et chaises dans la commune de Ntoun

Dans le cadre de son engagement auprès des populations gabonaises, l'entreprise Gabon Special Economic Zone (GSEZ) représentée par M. Anil PRASHAR, Responsable QHSE, a procédé ce mercredi 28 septembre 2022 à une remise de dons.

Des tables bancs et des chaises, ont ainsi été remis, en présence du Maire, Madame Anesthésia BEKALE, pour les élèves du pré-primaire et du pri-

maire de deux écoles du deuxième district de la commune de NTOUM, à savoir l'école Notre dame des Anges et de l'école publique Ayeme Plaine. Une distribution ultérieure sera faite à l'école publique Ayeme Maritime.

L'amélioration des conditions d'apprentissage des élèves dans les différentes communes de Ntoun est un des points essentiels au Plan du Développement Local de la commune pour GSEZ.



COMMUNIQUE DE PRESSE

1st carbon-neutral certified
industrial zone in Africa.



Objet : African Elephant

African Elephant est une usine de contreplaqué, située au sein de la GSEZ - Gabon Special Economic Zone. Elle s'étend sur 7 hectares et dispose de 30 presses à contreplaqué et d'une capacité d'exportation qui s'élève à 400 conteneurs par mois.

Grace à l'appui de GSEZ, elle a pu s'implémenter facilement, finaliser sa construction en 10 mois et recruter la main d'œuvre locale. Cette usine à elle seule créera 500 emplois directs au Gabon.

Elle est entrée en phase test en septembre 2022 et exportera ses premiers conteneurs vers les marchés européens et américains mi-octobre.





COMMUNIQUE DE PRESSE

GSEZ présente ses initiatives d'économie circulaire à LCOY



29 octobre 2022

A la lumière de la reconnaissance récente de la Zone Economique Spéciale de Nkok (GSEZ) par FDI Intelligence, comme meilleure zone franche pour les pratiques environnementales en Afrique, GSEZ a présenté ses initiatives d'économie circulaire à la Conférence Locale de

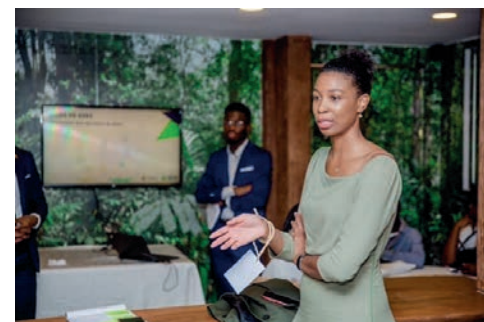
la Jeunesse (LCOY) à Libreville le 29 octobre 2022.

L'événement, la Conférence nationale des jeunes sur le changement (Conférence locale des jeunes sur le changement climatique de l'ONU) a été accueilli par la République gabonaise en prélude à son homologue international, la Confé-

rence des parties (COP). La conférence, qui s'est tenue pour les jeunes, a servi de plateforme d'échange et de discussion sur les solutions alternatives et les modèles économiques innovants, compatibles avec le défi du changement climatique.

ARISE IIP/GSEZ a organisé un atelier qui a permis de présenter en détail les meilleures pratiques durables, notamment les initiatives d'économie circulaire en cours dans la Zone Economique Spéciale. Parmi elles, l'usine de panneaux de particules et l'usine Huaxing Environnement qui transforment les déchets de bois en panneaux de particules et en charbon actif et non actif respectivement ont été mises en avant. En outre, l'initiative d'économie circulaire de l'usine de plastique Jia Ming a été présentée, dans laquelle les bouteilles en plastique sont recyclées en languettes de plastique. Ces initiatives, en plus de créer des processus industriels durables, créent également de nouvelles économies en développant les opportunités d'emploi dans la région. Dans le cadre de l'atelier, une activité collaborative a été menée, dans laquelle

les participants ont été encouragés à réfléchir à des modèles d'économie circulaire similaires dans leurs domaines d'intérêt et leurs sphères de travail - notamment la mode, la technologie, l'alimentation et l'automobile. Enfin, la présentation comprenait un aperçu des emplois verts, détaillant les nouvelles possibilités dans le domaine du travail pour les jeunes.



BUSINESS
BOX EASY
40Go

Validité : 30 jours

Prix : 20 000F/Mois

BUSINESS
BOX FLEXIBLE
100Go

Validité : 30 jours | Prix : 45 000F/Mois

BUSINESS
BOX EXPRESS
200Go

Validité : 30 jours | Prix : 45 000F/Mois



BUSINESS
BOX 4G
COMPOSEZ *222#





Communiqué de presse

L'Aéroport International de Kigali et l'aéroport international Leon MBA désignés champion et vice-champion de la gestion de la sécurité en Afrique centrale par le safety award 2022 de l'ACI

29 octobre 2022

A la lumière de la reconnaissance récente de la Zone Economique Spéciale de Nkok (GSEZ) par FDI Intelligence, comme meilleure zone franche pour les pratiques environnementales en Afrique, GSEZ a présenté ses initiatives d'économie circulaire à la Conférence Locale de la Jeunesse (LCOY) à Libreville le 29 octobre 2022.

L'événement, la Conférence nationale des jeunes sur le changement (Conférence locale des jeunes sur le changement climatique de l'ONU) a été accueilli par la République gabonaise en prélude à son homologue international, la Conférence des parties (COP). La conférence, qui s'est tenue pour les jeunes, a servi de plateforme d'échange et de discussion sur les solutions alternatives et les modèles économiques innovants, compatibles avec le défi du changement climatique.

ARISE IIP/GSEZ a organisé un atelier qui a permis de présenter en détail les meilleures pratiques durables, notamment les initiatives d'économie circulaire en cours dans la Zone Economique Spéciale.

Parmi elles, l'usine de panneaux de particules et l'usine Huaxing Environnement qui transforment les déchets de bois en panneaux de particules et en charbon actif et non actif respectivement ont été mises en avant. En outre, l'initiative d'économie circulaire de l'usine de plastique Jia Ming a été présentée, dans laquelle les bouteilles en plastique sont recyclées en languettes de plastique. Ces initiatives, en plus de créer des processus industriels durables, créent également de nouvelles économies en développant les opportunités d'emploi dans la région. Dans le cadre de l'atelier, une activité collaborative a été menée, dans laquelle les participants ont été encouragés à réfléchir à des modèles d'économie circulaire similaires dans leurs domaines d'intérêt et leurs sphères de travail - notamment la mode, la technologie, l'alimentation et l'automobile. Enfin, la présentation comprenait un aperçu des emplois verts, détaillant les nouvelles possibilités dans le domaine du travail pour les jeunes.

Des réunions régulières du SGS interne auxquelles prennent part l'ensemble des Directions de l'entreprise. Ces rencontres se tiennent mensuellement sous la supervision du Directeur en charge de la Sécurité et sont présidées trimestriellement par le Directeur Général. Un tableau de bord est mis en place afin de faire le suivi des actions à réaliser

contres se tiennent mensuellement sous la supervision du Directeur en charge de la Sécurité et sont présidées trimestriellement par le Directeur Général. Un tableau de bord est mis en place afin de faire le suivi des actions à réaliser

- Des réunions hebdomadaires entre les différents responsables SGS des principaux exploitants de la plateforme aéroportuaire : à savoir le fournisseur de services aéronautiques, le principal handler et GSEZ Airport ;
- La tenue régulière (mensuelle) des Comités de Sécurité Aéroportuaire ; réunion regroupant l'ensemble des exploitants de l'aéroport afin de débattre et faire le point sur les divers événements de sécurité ayant eu lieu lors de la période écoulée ;
- Des séances d'induction sécurité pour tout nouvel employé, afin de le familiariser avec l'environnement aéroportuaire et son importance dans le système de gestion de la sécurité ;
- La réalisation d'audits de sécurité en interne ainsi qu'auprès d'autres exploitants aéroportuaires ;
- L'élaboration d'un tableau de bord sécurité trimestriel, diffusé à l'ensemble de la communauté aéroportuaire.

curité trimestriel, diffusé à l'ensemble de la communauté aéroportuaire.

Les équipes de GSEZ Airport sont déterminées et travaillent d'arrache-pied pour inscrire l'aéroport International Leon Mba parmi les meilleurs, ainsi faisant du Gabon une destination de choix. C'est pour cela que depuis la reprise de la concession en 2018, GSEZ Airport a investi 3,5 Milliards FCFA dans l'amélioration de son infrastructure et la sécurité, entre autres.



Transport maritime : Remise des certificats d'habilitation à 60 apprenants à la conduite des grues offshore

Le pavillon Dorian d'Owendo a servi de cadre ce 03 octobre 2022, à la cérémonie de remise des certificats d'habilitation à la conduite des grues offshore.

La cérémonie a été rehaussée par la présence du Directeur générale de l'Office des ports et rades du Gabon (OPRAG), Godwin Alini Yandjangoye, du Directeur général du Port minéralier d'Owendo (OMP), Ranjan Kumar Sahu.

C'est au total au 60 apprenants, dont neuf femmes et 51 hommes ayant bénéficié de cette formation qui ont reçus leurs parchemins. Au terme d'une remise à niveau, assurée par le centre de formation Inspection Consulting Services (ICS), une structure agréée par les ministères des Transports et celui de la Formation professionnelle, sous l'égide de l'OPRAG et de l'OMP.

De manière spécifique, cette formation consistait à renforcer les capacités des dockers à la manipulation des grues offshore. Selon le Directeur général de l'OMP, « cette initiative revêt un intérêt multiple. D'abord, elle contribue au renforcement des compétences de la main d'œuvre gabonaise. Ensuite, elle permet également de disposer d'un personnel qualifié pour opérer les grues des navires en toute sécurité. Enfin, elle permet l'arrimage aux exigences internationales

en termes de sécurité ainsi que de la réduction du nombre d'incidents ». L'occasion a également donnée au secrétaire général du Groupement professionnel des acconiers du Gabon (GPAG), Christian Obouyou Mikassi de remercier les Directeurs généraux de l'OPRAG et de l'OMP pour avoir rendue possible cette formation, grâce à leur forte implication. Avant d'adresser ses encouragements à la gente féminine l'ayant suivie. Une preuve et non des moindres, a-t-il expliqué, que « Le métier de dockers n'est plus l'apanage des seuls hommes aujourd'hui. Raison pour laquelle, nous encourageons les femmes à s'intéresser aux différents métiers de dockers ».

En termes de prospective, il a relevé que « la modernisation des ports gabonais amène aujourd'hui à mettre en place, une véritable politique de formation. Cela, dans le but de rendre le personnel plus performant pour un meilleur rendement ». Raison pour laquelle, « Je vous invite donc à ne pas dormir sur vos lauriers et à contribuer pleinement à l'essor de l'apprentissage qui, en retour, nous l'espérons, vous en sera reconnaissante. », a-t-il conclu.

Prenant la parole à son tour, le Directeur général de l'OPRAG a quant à lui mis en exergue, le renforcement des capacités professionnelles du personnel de



la communauté portuaire. Selon lui, « il constitue un pilier majeur pour le développement des ports gabonais ». Aux récipiendaires, il a fait savoir que la performance d'un port dépend de la compétence et de la qualité de son personnel. « Il n'y a pas de port performant, sans personnel qualifié et performant. », a-t-il déclaré. Et d'ajouter, « cette formation permettra donc aux impétrant de renforcer leurs compétences pour opérer sur des grues et des navires en toute sécurité. Elle permettra également de s'arrimer aux exigences internationales en termes de sécurité. Tout comme, elle permettra de réduire les incidents aux sein de ports gabonais ».

Par ailleurs, a-t-il poursuivi, « elle intègre parfaitement, la politique du chef

de l'Etat Ali Bongo Ondimba prônée à travers la décennie de la femme. Ce qui se traduit par la présence de neuf femmes dans cet effectif ». Christian Obouyou Mikassi a également souligné qu'elle répond aux recommandations de l'Association de gestion des ports de l'Afrique de l'Ouest et du Centre (AGPAOC). Lesquelles stipulent qu'il faut augmenter le personnel féminin qualifié au sein des ports de la région. Comme les autres orateurs l'ayant précédé, le Dg de l'OPRAG a lui aussi exhorté les récipiendaires à faire bon usage des connaissances acquises durant la formation, afin d'aider leurs entreprises à participer efficacement à la transformation de l'environnement portuaire du Gabon.

INTERVIEW DE MONSIEUR AMADOU RELONGA SERGE RESPONSABLE COTRAF

Interview réalisée par Rayanne Marc ISAAC

ECONOMIE GABON PLUS :

Monsieur le Responsable COTRAF, La SETRAG, sous la Haute Direction de Monsieur CHRISTIAN MAGNI, est engagée dans un important programme de modernisation de ses équipements, de son organisation et de son fonctionnement.

La Régulation du trafic en constitue l'une des pierres angulaires.

Que pouvez-vous nous en dire ?

AMADOU RELONGA SERGE

Sans aucun doute !

Tout a commencé avec la signature de l'Avenant n°2 avec l'Etat Gabonais, qui a consacré une décision pertinente et fort opportune d'accélération des travaux de réhabilitation et de modernisation de la voie ferrée du Gabon.

Cette signature de l'Avenant n°2 du PRN, complétant et enrichissant celui n°1, a mis en place un financement de 120 milliards de FCFA et supporté, à hauteur de 84 milliards par la SETRAG.

Une feuille de route, à la hauteur des enjeux en présence a été arrêtée, et sur laquelle est venue s'adosser un plan d'actions, désormais en cours d'exécution accélérée.

Il envisage, outre le remplacement du rail de 50 kg/m par celui de 60 kg/m, plus en adéquation avec les contraintes de sécurisation du réseau ferroviaire, mais également un plan d'augmentation des capacités de fret qui suppose un accroissement substantiel des rotations, tout cela ayant besoin d'être strictement régulé avec des gains divers escomptés.

Je voudrais vous assurer que les équipes de la SETRAG sont pour ce faire, en constante recherche d'innovation afin d'optimiser leur performance et mode de fonctionnement.

A titre d'exemple, la transformation numérique opérée par la SETRAG lui permet désormais d'être à la pointe de ce qui se fait le mieux en termes de digitalisation des processus détermi-

nants.

Pour cela, 2 applications ont été nécessaires ; elles sont du reste développées en interne par les agents de la SETRAG :

-L'une du nom de ALOCO, exploite les données issues des bandes graphiques des locomotives afin de fournir des informations précises sur la performance et la qualité de la conduite.

Cette application est connectée à internet, et permet à son utilisateur de vérifier la bonne application des gestes de conduite, mais également de mener des enquêtes suite à un incident sur la voie. Elément nécessaire à la bonne régulation du trafic.

Ces data permettent au département Traction, d'optimiser en l'enrichissant, leur maîtrise technique et élever leur niveau d'exigence pour un service encore plus performant.

-La 2ème application pose les bases d'une ambition assumée. Il s'agit de "QUALIRAIL".

Elle permet d'avoir une vue globale sur l'ensemble du réseau ferroviaire, mais également de pouvoir effectuer des analyses approfondies et réglementées sur des tronçons précis de la voie avec pour objectifs, la bonne régulation du trafic et une hiérarchisation optimale des opérations de maintenance qualitative à réaliser.

La volonté clairement affichée est d'être à la pointe de l'innovation technologique, et de coller aux meilleurs standards mondiaux en la matière. Maintenance prédictive, défaillance anticipée, régulation parfaitement maîtrisée, sont désormais des constantes, ce qui a pour mérite d'ajouter à la sécurité globale.

ECONOMIE GABON PLUS :

Monsieur le Responsable COTRAF,



La modernisation des outils mis à votre disposition participe-t-elle de la volonté d'accroître la sécurité dans le transport ferroviaire ?

AMADOU RELONGA SERGE

L'ambition affichée et pleinement assumée d'être un chemin de fer de référence dans la Sous-Région a commandé à la SETRAG de se moderniser. Cette modernisation va de pair avec un niveau d'investissement de grande ampleur et de qualité.

Les objectifs pour réaliser cette ambition en termes notamment de performance de sécurité sont clairs :

- Moderniser, en réhabilitant la ligne
- Doubler la capacité de transport
- Concrétiser la mise en œuvre d'une transformation numérique opportune et indispensable.
- Autonomiser les systèmes de gestion de la circulation ferroviaire
- Réduire sensiblement les temps de trajets, avec leurs corollaires d'amélioration des conditions de voyage
- Produire plusieurs millions de traverses indispensables à la réhabilitation de notre réseau ferré avec pour objectif de doubler la durée de vie des dites traverses en la faisant passer de 25 à 50 ans.

Il s'agit voyez-vous, d'une dynamique hautement positive.

Les déraillements parfois survenus sont à mettre à l'actif d'une certaine vétusté du réseau.

Mais avec une équipe technique renouvelée et motivée, et l'injection de moyens financiers nouveaux, la voie ferrée est chaque jour refaite.

ECONOMIE GABON PLUS :

Monsieur le Responsable COTRAF, La SETRAG réalise un certain nombre de constructions de gares nouvelles. Celles-ci bénéficient-elles de meilleurs outils de régulation du trafic ferroviaire ?

AMADOU RELONGA SERGE

En effet !

Des travaux tous corps d'Etat pour des réalisations comprenant des guichets de vente, des salles d'attente VIP, des postes de Police Ferroviaire, des lieux de prière, des restaurants, des bureaux, des espaces modernes de communication, sont quelques-uns des must qui constituent les nouvelles gares routières construites aux niveaux des standards, et parfaitement outillées.

ECONOMIE GABON PLUS :

Monsieur le Responsable COTRAF, En termes d'investissements consacrés à la Régulation du trafic, pouvez-vous nous dire en quoi ils ont consisté ?

AMADOU RELONGA SERGE

L'investissement du "PRN" qui couvre la période 2017-2024, s'élève à 330 milliards de FCFA. Il a nécessité un emprunt qui a été souscrit par l'Etat et la SETRAG, auprès de bailleurs de fonds internationaux.

Dire, pour s'en réjouir que le PRN a contribué à la création de plus de 500 emplois, ne manque assurément pas de pertinence, au même titre que l'économie d'appoint qui s'est créée dans la proximité des travaux.

Il n'est un secret pour personne que la SETRAG est un contributeur majeur du PIB du Gabon, par le transport des marchandises notamment, ni même que le PRN de la voie et la massification des trains de marchandises, va apporter une nouvelle embellie économique pour le pays, a dit le DG Christian MAGNI.

La SETRAG ambitionne, de par ces investissements, de figurer d'ici 2024 dans le cercle privilégié des entreprises d'envergure mondiale, et un champion dans la préservation de l'environnement.

MODERNISATION- EFFICACITÉ- NUMÉRIQUE- REHABILITATION-SÉCURITÉ SONT DES MAITRES-MOTS



ECONOMIE GABON PLUS :

Monsieur le Responsable COTRAF, La SETRAG a déjà réalisé plus de 200 km de renouvellement de la voie ferrée. La régulation du trafic a-t-elle eut une place de choix dans la mise en œuvre de cette œuvre d'envergure que vous voudrez bien nous résumer ?

AMADOU RELONGA SERGE

La régulation du trafic en est un des éléments-clés, adossé à la modernisation des gares.

Il convient de préciser que ce défi de réhabilitation du réseau ferré Gabonais, dans un système d'exploitation à voie unique, présente bien des contraintes opérationnelles.

En effet, les impératifs cumulés de transport des personnes et des marchandises et autres, tout en exécutant des travaux de haute technicité, renseignent à suffisance sur les défis à relever, dont celui de la régulation du trafic.

En substance, outre les travaux de reprise de structures situées sur les rails, il faut également réhabiliter les ouvrages d'art et drainer les eaux le long du corridor ferroviaire.

Il était important, voire capital pour nous, en même temps que d'aménager des murs de protection, de construire des passerelles piétonnes partout où la population était installée à proximité des gares. Dans le même ordre d'idées, il a fallu installer de nouvelles signalisations ferroviaires avec en toile de fond l'objectif de renforcement de la sécurité.

Vous le savez, pour notre Patron Christian MAGNI, il s'agit là de la priorité des priorités.

Aussi bien pour Christelle BONES PDG d'ERAMET, que pour Christian MAGNI DG de la SETRAG, le satisfecit est unanime.

Les travaux de PRN, qui ont débuté en 2017, se déroulent parfaitement, et même connaissent une accélération.

Un peu moins de 400.000 traverses bois changées en traverses béton pour près de 80% des travaux réalisés. C'est dire que les travaux avancent à grande vitesse.

La courbe d'exécution est croissante du fait conjugué d'équipes techniques hautement concernées et de l'usine de BOUE qui tourne à plein régime, et



produit près de 800 traverses de béton par jour, et dispose d'un stock permanent de 40 km environ de traverses bi bloc pour approvisionner les divers chantiers.

ECONOMIE GABON PLUS :

Monsieur le Responsable COTRAF, Cette régulation traite-elle de façon particulière, les zones réputées accidentogènes ?

AMADOU RELONGA SERGE

La SETRAG s'est dotée d'outils digitaux de dernière génération, facilitant l'identification rapide, y compris par des drones, des zones de restauration et de sécurisation prioritaires.

Voyez-vous, en étant en capacité quasi permanente de mesurer en amont la géométrie de la voie ferrée par exemple, les nouveaux outils de technologie avancée acquis, permettent un traitement optimisé des défaillances, par une anticipation renforcée des difficultés potentielles et leur prise en compte résolue, notamment pour les zones particulièrement accidentogènes, précisément.

Par ailleurs, des campagnes d'information des riverains et des populations, et des enquêtes menées sur le terrain, permettent une sensibilisation plus accrue des publics-cibles sur les dangers encourus de manière générale, tout en requérant leurs avis, dans le cadre d'une démarche participative de plus en plus éprouvée et appréciée.

Je voudrais par ailleurs me permettre d'ajouter que, la SETRAG implémente un engagement sociétal de grande ampleur, dans le domaine environnemental dont certains aspects sont connexes avec ce qui précède.

En effet, la collecte des déchets 50 T en 2021, 80 T en septembre 2022, leur recyclage, mais aussi notre action concertée avec l'ANPN, dans l'optique d'une meilleure gestion des risques liés au voisinage des éléphants et autres mammifères, participent de cette volonté et détermination à mener des actions à fort impact de protection du réseau ferré Gabonais



Travaux de la Gare de Moanda

La CPG devient la Fédération des Entreprises du Gabon

Plus de 500 entreprises assistaient à la première Assemblée générale extraordinaire qui a lieu le 10 octobre à l'hôtel Radisson Blu. Une rencontre marquée par la présence de la Première ministre, Rose Christiane OSSOUKA RAPONDA, ainsi que plusieurs membres de son gouvernement.

Par JR DJOUE DABANY

Ce n'est plus la Confédération Patronale Gabonaise mais la Fédération des Entreprises du Gabon (FEG). Le premier puissant syndicat des poids lourds de l'économie gabonaise (80% du PIB du Gabon) a dévoilé le 10 octobre dernier sa nouvelle identité visuelle. Nom, logo et même le siège ont été complètement changés. Objectif : impulser une nouvelle dynamique à une institution qui semblait s'essouffler depuis quelques années et surtout la rendre dorénavant « bouillonnante, cosmopolite et innovante ».

Aux commandes de l'institution depuis août dernier, Henri-Claude Oyima, qui préside également BGFI Corporation, la holding du premier groupe bancaire d'Afrique centrale, a indiqué que l'appellation de patron des patrons doit laisser place à une fédération d'énergies productrices de richesses et de croissance. Car, a-t-il précisé, la FEG n'est pas une affaire de patrons mais d'entreprises mues par la volonté d'accompagner le pays dans ses objectifs de croissance et de développement.

Ainsi, 6 points essentiels ont été retenus

: La feuille de route du nouveau bureau exécutif (1) ; Le changement de dénomination sociale (2) ; Le changement de l'identité visuelle (3) ; La nouvelle structure organisationnelle (4) ; Le transfert du siège social (5) ; et la situation financière de l'institution au 31 juillet 2022 (6).

Le nouveau logotype de la FEG est composé de deux éléments : Le symbole (le globe et la carte du Gabon) et la typographie située sous le symbole. En raison de la nouvelle dynamique impulsée et de ses ambitions qui requièrent un positionnement géographique stratégique et une visibilité plus significative, le siège social de l'institution a été transféré à l'immeuble Odyssée au Boulevard de l'Indépendance.

Acteur incontournable de l'économie gabonaise et à l'origine de la création 90% des emplois du secteur privé formel dans le pays, c'est la troisième fois que cette institution, créée en septembre 1959, sous la dénomination de l'Union interprofessionnelle du Gabon, change d'appellation.



À travers des interventions régulières auprès du gouvernement, des institutions et des partenaires nationaux et internationaux, l'institution travaille jour après jour à l'amélioration du climat des affaires au Gabon pour le secteur privé.

Les négociations et les séances de travail sur un projet peuvent se poursuivre pendant plusieurs années avant d'aboutir à un résultat satisfaisant pour les parties.

Hélène ZOUA ONDO, future présidente de la Chambre de Commerce ?

L'ancienne fonctionnaire à la direction des Domaines et cheffe d'entreprise, Hélène ZOUA ONDO, ne cache plus son intention de prendre la tête de l'une des plus vieilles institutions du pays. Ce qu'il faut savoir sur cette inspectrice principale des impôts, formée dans les prestigieuses universités française et canadienne.

Par JR DJOUE DABANY



Alors que le mandat confié à Jean-Baptiste BIKALOU est arrivé à terme, après 7 années d'exercice, la Chambre de Commerce, des Mines et de l'Indus-

trie du Gabon se cherche un nouveau Président. Le sortant, nommé en août dernier Vice-président en charge des relations internationales de la Fédération des Entreprises du Gabon (ex-CPG), ne se représente pas, d'après une source interne au sein de l'institution.

L'élection du nouveau président de la Chambre de Commerce est prévue le 14 novembre prochain. Hélène ZOUA ONDO a déjà pris position sur la ligne de départ de la course. La fondatrice et directrice de Fisc-Consult, devra faire face à d'autres candidats jusqu'ici inconnus.

Des rumeurs folles relayées ces dernières semaines sur les réseaux sociaux donnaient partant Christian KERANGALL, 73 ans, Président-directeur de la Compagnie du Komo (grande holding industrielle du pays qui regroupe le groupe Sogafric qui gère TOYOTA GABON, Sodim TP, Gesparc, Electra...), mais ce dernier a formellement démenti sa candidature, indiquant qu'il n'était pas intéressé par la présidence de la Chambre de Commerce. Une dé-

cision qui vient soulager celle qui dirige l'un des plus importants cabinets de conseil fiscal du pays.

Sauf surprise de dernières minutes, les membres du comité d'organisation de l'élection du nouveau président devront trancher le 14 novembre prochain entre Hélène ZOUA ONDO (seule candidate déclarée) et d'autres challengers. Hélène Zoua Ondo prône le développement de l'esprit entrepreneurial chez les jeunes.

Le cahier de charges de la candidate devra prendre en compte l'enjeu du moment : moderniser l'une des plus vieilles institutions du pays, mise en place en 1935, puis réformée en 2012, pour la défense des intérêts de l'ensemble des opérateurs économiques du Gabon.

Fondatrice et directrice générale de Fisc-Consult, un cabinet de conseil fiscal, Hélène Zoua Ondo entend apporter un nouveau souffle à la Chambre de commerce. « Je me présente pour apporter un souffle nouveau à cette institution créée pour donner de la visibilité

à nos entreprises », disait-elle en septembre dernier au quotidien national, l'union.

Pourquoi la Chambre de commerce? Le sentiment qu'elle peut mettre son expérience au service de l'institution : « mon ambition est de me mettre au service des entreprises gabonaises concernant les questions fiscales ». Pour elle, « il est primordial d'établir une relation de confiance entre l'administration dédiée et les entreprises ». Aussi, pense-t-elle que son expérience profitera à toutes ces catégories d'entreprises, une fois élue.

Sans conteste, dans cette compétition, l'enjeu de l'élection est avant tout économique, et même si Hélène Zoua Ondo est bien consciente du rôle que devra jouer le nouveau président, dans certaines chapelles, beaucoup estiment que le chemin vers la présidence de la Chambre de Commerce reste encore long. Rendez-vous le 14 novembre!

Monsieur MABIKA Davy Armel, Directeur d'OGOREY SERVICES PLUS.

Interview réalisée par Lydia MAROUNDOU

Économie Gabon + : Monsieur MABIKA Davy Armel, vous êtes le Directeur d'OGOREY SERVICES PLUS. Pouvez-vous parler de l'entreprise que vous avez la charge de diriger? En quelle année elle a été créée?

Monsieur MABIKA Davy Armel: De manière succincte, OGOREY Service Plus, une Société à Responsabilité Limitée, est une jeune société qui a été créée en juin 2020, avant d'être réformée en avril 2022. Ce qui nous a amené à changer Nous notre identité visuelle (logo, etc.) pour une meilleure ancrage dans un environnement de plus en plus concurrentiel. Nous sommes une société qui fonctionne avec quelques associés ayant une seule vision commune.

Économie Gabon + : Quelle est votre activité principale?

Monsieur MABIKA Davy Armel: OGOREY SERVICE PLUS est spécialisée dans le transport du personnel, des marchandises et des ouvriers. Elle est plus axée principalement dans la construction, la rénovation et réfection des bâtiments, nous faisons dans tous les travaux de BTP et de Génie

Civil, tout corps d'Etat. Nos offres comprennent aussi des installations en réseau des télécommunications, nous travaillons normalement avec les sociétés de réseau télécommunication telle que Gabon Télécom, qui est l'un de nos partenaires.

Économie Gabon + : Sur quels ouvrages travaillez-vous actuellement? En quoi consistent-ils?

Monsieur MABIKA Davy Armel: En ce moment, nous sommes sur les non-conformités de la fibre optique sur Boué, nous avons les travaux de génie civil que nous faisons de ce côté, et comme je vous disais que nous travaillons en réseau jusqu'à Lastourville. Aussi, nous avons en cours la construction des bâtiments, et nous sommes sur un chantier au niveau d'Owendo que nous sommes en train de lancer en faisant la construction des bâtiments entiers sur pieds et à niveau. Et nous avons également d'autres travaux sur la route nationale.

Économie Gabon + : Quels sont vos partenaires financiers, techniques?

Monsieur MABIKA Davy Armel:

Concernant nos partenaires financiers, nous sommes accompagnés par deux banques : ORABANK et UBA. Pour les partenaires techniques, nous avons les sociétés comme Equaco, d'autres entreprises gabonaises qui nous sollicitent telles que la Setrag et Comilog, avec lesquelles nous sommes en partenariat. Il y a même la SEEG qui nous sollicite en nous faisons des propositions. Un partenariat pourrait être signé entre notre société et la SEEG dans les mois à venir.

Économie Gabon + : De quel effectif est composé votre société? Pourcentage homme/femme?

Monsieur MABIKA Davy Armel: Nous avons un organigramme un peu particulier. Au sein notre administration, nous avons à peu près une douzaine de personnes. Mais nous avons des équipes qui travaillent en freelance avec nous, lorsque nous avons des chantiers, nous avons une base de données que nous tenons, nous les appelons à tout moment pour exécuter certains chantiers. Une fois le chantier terminé, nous rompons le contrat pour reprendre sur un autre chantier.

Notre direction générale est composée d'une direction technique, direction télécom, la partie comptabilité et gestion, composée de 5 femmes et 7 hommes qui travaillent de manière ponctuelle. Ce sont ces directions qui sont chargées de former les équipes en cas des besoins.

Économie Gabon + : Souhaitez-vous aborder ou mettre un accent particulier sur un sujet portant sur votre société et sur lequel je ne vous ai pas interrogé? Nous colonnes vous sont ouvertes.

Monsieur MABIKA Davy Armel: Il y a un adage qui dit : qui veut aller seul va vite, mais celui qui est accompagné va plus loin. Notre entreprise avait lié un partenariat avec un groupement que je ne vais pas citer. Aujourd'hui, nous avons décidé de faire chemin seul tout en espérant que nous trouverons d'autres partenaires qui pourront nous accompagner dans cette aventure qui dure depuis 12 bonnes années déjà. Nous souhaitons rassurer nos partenaires qu'ils peuvent toujours compter sur un entrepreneuriat local.



OGOREY SERVICES PLUS, est une entreprise axant son activité dans les secteurs du BTP (Bâtiments et Travaux Publics) et des télécommunications (FTTH, montage de pylônes, installation BTS et MW).

NOS SERVICES

BTP

Pose de granit de marbre
Construction métallique
Entretien espaces verts
La fabrication des Dalots
Construction des ponts et Chaussées
Construction des routes en pavé et bitume
Construction et réfection des bâtiments (publics, privés industriels...)
Travaux Topographiques
Terrassement
Pose des caniveaux
Pose de bordures

TELECOMMUNICATION

Montage des pylônes
Travaux Génie Civil en Télécommunication



OGOREY SERVICES PLUS se fait accompagner par la Société SAFETY IMPACT en matière de sécurité.



Le siège se trouve à l'immeuble peint en gris sur la route en latérite située en face de COSYGA, à 10m de l'école la pharandole.

OGOREY SERVICES PLUS | BP : 18073/Libreville, GABON
RCCM : GA-LBV-01-2020-B12-00268 | NIF : 53252M
TEL : +241(0) 77 24 58 42 / +241(0) 66 04 80 55 | Email : mabikaarmel17@gmail.com

LA COP...27, TUNNEL SANS FIN ?

Par Rayanne Marc ISAAC



La pandémie de la COVID-19 est passée par là !!!

La COP 26 a fait l'objet d'un report de novembre 2020 à novembre 2021, et par voie de conséquence, la COP 27, initialement prévue du 8 au 20 novembre 2020, a été reprogrammée du 6 au 18 novembre 2022.

Elle se tient dans la cité balnéaire de Charm el-Cheikh, au pays des Pharaons.

L'Égypte avait déjà abrité la COP 14 de la Biodiversité en 2018, et s'est trouvée être le seul candidat en lice pour l'Afrique, dont c'était le tour d'accueillir la COP en tant que Continent.

Sans inclure le Maghreb dans la notion de Moyen-Orient, ce sera la deuxième fois que ces négociations annuelles se tiendront au Moyen-Orient, après le Qatar en 2012.

Dans un rapport publié en octobre 2021, le Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC), a considéré que l'Afrique était le continent le plus vulnérable aux effets du changement climatique. Plus de 100 millions d'Africains seront en effet menacés par le réchauffement climatique d'ici à 2030. C'est la raison pour laquelle de nombreux Etats, ONG et Experts africains, fondent l'espoir que la tenue dans un pays africain de ce sommet, aura pour conséquence d'améliorer la visibilité des demandes prioritaires de la société civile et des Etats africains, notamment en ce qui concerne leur dédommagement pour les conséquences subies du réchauffement climatique.

Il existe plusieurs définitions de l'effondrement, dont l'une des plus emblématiques, et sociale, est donnée par l'Institut Momentum : «un processus à l'issue duquel les besoins de base (eau, alimentation, logement, habillement, énergie, mobilité, sécurité) ne sont plus fournis à une majorité de la population par des services encadrés par la loi.»

L'autre définition, celle des archéologues, consiste à parler d'effondrement lors d'une réduction rapide d'une population et/ou, de la complexité politique, économique, sociale, institutionnelle, sur une zone significativement étendue et pour une durée importante.

Après avoir épuisé l'énergie bon marché et la dette abordable, une société complexe perd sa capacité à résoudre ses problèmes économiques, sociaux et autres. L'effondrement s'apparente donc à la simplification rapide d'une société.

Il convient de préciser que, dans une déclaration du 23 mai 2022, Amnesty international avait dénoncé le fait que la conférence se tienne dans un contexte de répression persistante par les autorités égyptiennes des droits à la liberté d'expression, d'association et de réunion pacifique, et de manque de mesures de lutte contre la discrimination et les violences sexuelles liées au genre, subies par les femmes, les filles et les personnes LGBTI.

L'organisation avait alors recommandé que les Etats parties

à la Convention-cadre des Nations unies sur les changements climatiques, ainsi que les organes internationaux et les organisations non gouvernementales participant à ce sommet, fassent pression sur les autorités égyptiennes aussi bien en privé que publiquement, afin qu'elles mettent fin à la répression exercée contre la dissidence pacifique et les mouvements de défense des droits humains. C'est ainsi qu'avant la conférence Climat COP 27 en Égypte, les groupes environnementaux et les groupes de journalistes ont signé une lettre appelant à des changements dans la liberté d'expression et les droits de l'homme.

En outre, 36 organisations de droits de l'homme avaient déclaré que pour que la conférence sur le climat soit efficiente, les autorités égyptiennes devaient desserrer leur contrôle sur l'espace public et préserver les libertés d'expression, d'association et de pacifique assemblée. C'est dans ce contexte que, le lundi 3 octobre, un militant écologiste indien, a été arrêté par les forces de sécurité égyptiennes alors qu'il s'apprêtait à marcher à travers le pays pour sensibiliser les habitants aux questions environnementales.

Pour revenir aux risques d'effondrements environnementaux, il convient de dire qu'ils n'envisagent pas nécessairement la fin de l'humanité mais plutôt celle de la société industrielle. L'on semble s'appuyer pour cela, sur des faits scientifiques dont la réalité est reconnue par des rapports et expertises.

Ces risques d'effondrements environnementaux et sociétaux du monde industriel contemporain, semblent concerner la possibilité que des bouleversements majeurs affectent l'environnement et les sociétés humaines, en raison notamment de l'extinction en cours de nombreuses espèces vivantes et du réchauffement climatique. Ils participent à un processus de catastrophe potentielle à l'échelle de la vie sur Terre.

Les risques de catastrophes planétaires sont de nature systémique. Ils peuvent être dus en particulier à la consommation excessive des ressources naturelles, ce qui recouvre aussi bien l'exploitation d'énergies fossiles libérant des gaz à effet de serre, que la destruction des milieux naturels, et la pollution liée à l'utilisation du pétrole et de ses nombreux dérivés notamment.

Les causes des effondrements sont majoritairement considérées comme étant d'origine anthropique. Les phénomènes sous-jacents, qui selon ces théories pourraient conduire à un effondrement civilisationnel, s'appuient sur diverses études scientifiques et dont la réalité et la gravité devraient induire une prise en considération majeure, par de nombreux organismes publics, parmi lesquels le Club de Rome, la Banque Mondiale, etc, de la nécessité d'une prise de conscience urgente.

L'on s'accorde à dire, que la croissance démographique, si elle se poursuivait de façon exponentielle, entraînerait une surpopulation.

D'après l'institut national d'études démographiques, la population mondiale devrait atteindre un maximum à 10,9 milliards d'habitants un peu après 2100.

En réponse au réchauffement climatique, la géoingénierie envisage des solutions qui font polémique.

Les modèles politiques et économiques du développement durable et de la croissance verte postulent que déployer des technologies et comportement plus sobres permettraient d'éviter l'effondrement de la civilisation et de stabiliser ou mainte-

nir une croissance économique globale, ce qui implique un découplage entre consommation de ressources et production de richesses.

Certains pensent que la fusion nucléaire pourrait apporter d'ici quelques décennies une solution aux problèmes d'énergie.

D'autres prônent une décroissance de la consommation afin de garantir la durabilité de la société humaine, via une simplicité volontaire ou sobriété heureuse. Ces trois comportements impliquent une consommation modérée, raisonnée et responsable, qui inclut une perte de confort, respectueuse de la planète et en accord avec nos propres besoins réels.

Ces risques d'effondrements environnementaux et sociétaux du monde industriel contemporain, semblent concerner la possibilité que des bouleversements majeurs affectent l'environnement et les sociétés humaines, en raison notamment de l'extinction en cours de nombreuses espèces vivantes et du réchauffement climatique. Ils participent à un processus de catastrophe potentielle à l'échelle de la vie sur Terre.

Les risques de catastrophes planétaires sont de nature systémique. Ils peuvent être dus en particulier à la consommation excessive des ressources naturelles, ce qui recouvre aussi bien l'exploitation d'énergies fossiles libérant des gaz à effet de serre, que la destruction des milieux naturels, et la pollution liée à l'utilisation du pétrole et de ses nombreux dérivés notamment.

Les causes des effondrements sont majoritairement considérées comme étant d'origine anthropique. Les phénomènes sous-jacents, qui selon ces théories pourraient conduire à un effondrement civilisationnel, s'appuient sur diverses études scientifiques et dont la réalité et la gravité devraient induire une prise en considération majeure, par de nombreux organismes publics, parmi lesquels le Club de Rome, la Banque Mondiale, etc, de la nécessité d'une prise de conscience urgente.

L'on s'accorde à dire, que la croissance démographique, si elle se poursuivait de façon exponentielle, entraînerait une surpopulation.

D'après l'institut national d'études démographiques, la population mondiale devrait atteindre un maximum à 10,9 milliards d'habitants un peu après 2100.

En réponse au réchauffement climatique, la géoingénierie envisage des solutions qui font polémique.

Les modèles politiques et économiques du développement durable et de la croissance verte postulent que déployer des technologies et comportement plus sobres permettraient d'éviter l'effondrement de la civilisation et de stabiliser ou maintenir une croissance économique globale, ce qui implique un découplage entre consommation de ressources et production de richesses.

Certains pensent que la fusion nucléaire pourrait apporter d'ici quelques décennies une solution aux problèmes d'énergie.

D'autres prônent une décroissance de la consommation afin de garantir la durabilité de la société humaine, via une simplicité volontaire ou sobriété heureuse. Ces trois comportements impliquent une consommation modérée, raisonnée et responsable, qui inclut une perte de confort, respectueuse de la planète et en accord avec nos propres besoins réels.

C'est dans ce contexte, ajouté à la sempiternelle question des dédommagements demandés par les pays du Sud et promis depuis Paris, que s'est ouverte la conférence mondiale de l'ONU sur le climat.

L'idée principale et l'objectif majeur semblent être de tenter de donner un nouveau souffle à la lutte contre le réchauffement climatique et ses impacts.

En effet, les pays du Sud réclament des dédommagements financiers, un sujet épineux et récurrent, qui est au menu des discussions.

Cette COP 27 rassemble quelque 200 pays, au chevet d'une planète frappée par les catastrophes, à l'instar des inondations historiques au Pakistan, des canicules à répétition en Europe, des ouragans, des incendies, des sécheresses..., autant de catastrophes pour lesquelles les pays du Sud réclament dé-

sormais des dédommagements financiers.

Cette question délicate des «pertes et dommages» a été officiellement ajoutée à l'ordre du jour des discussions à Charm el-Cheikh.

Il convient de dire que la promesse des pays du Nord n'a toujours pas été tenue, malgré des engagements fermes, sans cesse répétés, mais restés comme qui dirait, lettres mortes.

Cette question doit être considérée comme «cruciale», et permettra de juger du succès ou de l'échec de la COP 27, si l'on parvenait ou pas, à un accord sur le financement des pertes et dommages. La défiance des pays en développement est très forte, au moment où la promesse des pays du Nord de porter à 100 milliards de dollars par an à partir de 2020 leur aide aux pays du Sud pour réduire leurs émissions et se préparer aux impacts, s'est apparentée de plus en plus à un serpent de mer.

Accord ou non sur un mécanisme spécial pour financer les «pertes et dommages» ou sur un nouvel objectif pour prendre la suite des 100 milliards à partir de 2025, les besoins de financement se comptent en «milliards de milliards». Ces négociations se tiennent d'ailleurs sur fond de crise climatique toujours plus pressante.

Le combat pour le climat, est donc une «question de vie ou de mort, à la fois pour notre sécurité d'aujourd'hui, mais aussi pour notre survie demain», pour reprendre l'expression du Secrétaire Général de l'ONU.

Il est impératif que la conférence pose les fondations pour une action climatique plus rapide et plus courageuse. Les émissions de gaz à effet de serre doivent en effet baisser de 45% d'ici 2030 pour avoir une chance de limiter le réchauffement à 1,5°C par rapport à l'ère préindustrielle, objectif le plus ambitieux de l'Accord de Paris. Mais les engagements actuels des Etats signataires, même s'ils étaient enfin respectés, entraîneraient une hausse de 5 à 10% des émissions, mettant le monde sur une trajectoire au mieux de 2,4°C d'ici la fin du siècle, ce qui est loin de respecter l'objectif principal de l'Accord de Paris de moins de 2°C.

Il faut dire également, pour quelque part le déplorer, que ce qui a semblé être une urgence, à savoir les crises sanitaires et

la guerre, notamment celle en Ukraine, a eu pour conséquence de reléguer au second plan le climat.

Les uns et les autres s'accordent sur le fait qu'avec les politiques menées aujourd'hui, l'on s'achemine plutôt sur 2,8°C. Aucune piste crédible ne semble poindre pour tenir l'objectif de 1,5°C. Ce qui est franchement catastrophique pour le moins. Les changements climatiques progressent en effet de manière exponentielle. Il est par conséquent urgent de relever les ambitions, afin d'éviter les pires impacts de ces changements. Il s'agit de faire avancer plus rapidement les négociations, dans le cadre d'une action accélérée et une ambition climatique accrue. Le monde ne saurait se satisfaire de raisons alambiquées, en rapport ou adossées sur la période économique prétendument difficile.

Le monde sait parfaitement que les changements climatiques ne sont pas un sujet que nous pouvons nous permettre de repousser dans notre calendrier. Il nous souvient, que l'objectif principal de l'Accord de Paris, était de maintenir l'augmentation de la température moyenne de la planète, bien en deçà de 2°C. Il nous souvient également, que l'objectif ultime de tous les accords conclus, a été de stabiliser les concentrations de gaz à effet de serre, dans l'atmosphère, à un niveau qui empêche toute perturbation humaine dangereuse du système climatique, dans un délai qui permette aux écosystèmes de s'adapter naturellement, et qui favorise le développement durable.

Avec la COP 27, les nations sont supposées montrer comment elles vont, par le biais de la législation, des politiques et des programmes, et dans toutes les juridictions, et tous les secteurs, commencer à mettre en pratique l'Accord de Paris.

Y parviendront-elles ?

Même la pratique du multilatéralisme inclusif, qui englobe le travail de toutes les parties prenantes, clé pour faire face aux changements climatiques, ne saurait le certifier.

Pourtant, la COP 26 à Glasgow, avait été le cadre de la décision de mise en œuvre des détails opérationnels de l'Accord de Paris. L'on semble encore être à la recherche du graal.

Les montants nécessaires donnent le tournis ! 2000 mil-



liards de dollars par an, pour faire face aux changements climatiques.

Par ailleurs, pour les experts, des lignes rouges sont tracées :

- Pas d'investissements nouveaux dans les énergies fossiles
- Pas de compensations bon marché des émissions
- Pas de déforestations
- Pas de promesses en l'air de neutralité carbone

Face à ces lignes rouges, des engagements d'investisseurs, de villes, de régions, d'entreprises, pour atteindre la neutralité carbone d'ici au milieu du siècle sonnent faux.

A y regarder de près, ces engagements comportent presque toujours des failles très grandes pour y faire passer n'importe quoi de contreproductif.

Il convient par conséquent, d'évaluer avec la plus grande rigueur, le degré de crédibilité des acteurs non étatiques notamment, qui s'engagent à la neutralité carbone.

D'aucun préconisent même le paiement d'une taxe carbone mondiale sur les profits, pour financer les pertes et les préjudices. Sera-ce suffisant, lorsqu'on sait qu'il est coutume de perdre jusqu'à 2% du PIB en un jour, à cause d'un événement climatique ?

Sera-ce possible, lorsqu'on sait, de l'avis de certains, que l'aide multilatérale est hors de portée de la majorité de la population mondiale, en raison de politiques de prêts, peu enclines à prendre des risques, et toujours assorties de coûts et de conditions prohibitives ?

Sera-ce possible, sans la réforme urgente des banques multilatérales de développement, afin qu'elles soient en mesure de répondre aux besoins des économies en développement, en matière de développement durable, et de résilience clima-

tique, pour une transition juste et inclusive ?

Sera-ce possible, lorsque toutes les déclarations, y compris celles des responsables des pays les plus pollueurs, sonnent creux, et s'apparentent plus à des déclarations d'intentions qu'autre chose ?

Sera-ce possible, sans un plan d'actions fort et arrêté d'accord parties, avec des mesures et des délais concrets ?

Sera-ce possible, sans ici et là, l'inscription de la décarbonation de l'industrie parmi les objectifs de toute planification écologique ?

Est-il possible de baisser les émissions, sans baisser la production ? A quel coût ?

Les besoins sont en effet immenses, et l'on peut s'interroger sur l'utilité des aides, pensent certains esprits chagrins.

Pour d'autres, cet argent servira à réduire les émissions, renforcer la résilience, faire face aux pertes et dommages causés par le changement climatique, et restaurer les terres et la nature. Les pertes et dommages ne sont en effet pas des sujets abstraits d'un dialogue sans fin. Il s'agit d'expériences quotidiennes, et de cauchemars subis par des millions d'êtres.

Mais face aux rigidités et autres réticences, voire plus, alors même qu'au cours des 50 dernières années, les sécheresses à elles seules, ont tué plus d'1 million de personnes, et provoqué des pertes évaluées à des centaines de milliards de dollars dans certaines régions, l'on peut légitimement se poser la question de savoir si le bout du tunnel est d'atteinte proche...

Kariane LEYINDA, la manager d'AltEmploi Gabon, chasseuse de talents, en toute discrétion

Son nom et son visage sont inconnus de la plupart des Gabonais. Pourtant, Kariane LEYINDA est une chasseuse de têtes passionnée. Son terrain de jeu est immense : rechercher partout dans le monde des cerveaux bien formés ayant acquis leurs diplômes et/ou expériences professionnelles à l'international ou au niveau local. C'est elle qui est aux commandes depuis janvier dernier du Cabinet de Recrutement AltEmploi. En moins de dix ans, AltEmploi a réussi à détrôner les grands cabinets internationaux installés en Afrique, grâce à sa fine connaissance des entreprises locales, et ses valeurs de professionnalisme, de proactivité, de dynamisme. Sa notoriété, doublée d'une forte connaissance du tissu économique local des entrepreneurs, fait de lui le partenaire incontournable des grandes entreprises locales et étrangères. En quelques années seulement, AltEmploi a réussi à diversifier ses services aux entreprises, prenant en compte la fonction RH dans sa globalité.

Derrière ces nombreux placements confidentiels des talents bien formés au sein des prestigieuses entreprises et sociétés installées au Gabon : Kariane et sa jeune équipe. Pour dénicher les meilleurs profils, l'équipe joue avant tout sur les codes du recrutement 2.0. Nul besoin d'insister, on ne saura pas, accord confidentiel oblige, quelles missions de recrutement la manager de 30 ans et son équipe ont menées. Cette diplômée en Ressources Humaines mise aussi sur la réalité des rencontres traditionnelles. Ces échanges se font notamment à travers les Salons de l'Emploi qui ont lieu à Libreville chaque année. Quelques jours après la 3ème édition du Salon de l'Emploi et des Métiers, elle dévoile, en toute discrétion, à Économie Gabon+ les défis du recrutement au Gabon.

Interview réalisée par JR DJOUE DABANY



ÉCONOMIE GABON+ : Madame Kariane LEYINDA, vous êtes Manager de AltEmploi un Cabinet de Conseil en Recrutement. Merci de présenter AltEmploi à nos quelques 30 000 lecteurs.

Kariane LEYINDA : Créé en 2016, AltEmploi Gabon est un Cabinet de Recrutement et de Conseil en Ressources Humaines. Nous accompagnons les entreprises de différents secteurs d'activités dans toutes leurs problématiques RH. Notre équipe est constituée de 08 collaborateurs expérimentés, et passionnés par notre métier de recruteur et de consultants spécialisés en ressources humaines.

Aujourd'hui, AltEmploi c'est trois (03) solutions proposées à nos clients : AltEmploi Gabon pour l'activité de recrutement et de conseil, AltEmploi Gabon Intérim dédié exclusivement à la mise à disposition du personnel et AltEmploi Santé, une solution spécialisée pour le recrutement du personnel médical et paramédical.

ÉCONOMIE GABON+ : Acceptez-vous de nous indiquer quelques chiffres :

Kariane LEYINDA : Nous disposons de deux sites d'emploi www.altemploi5.com, altemploi-sante.com accessibles partout dans le monde, et, d'une application mobile AltEmploi Elite disponible gratuitement sur Google Play Store et App Store d'Apple. Ces outils incontournables nous permettent de compter aujourd'hui plus de 30 000 inscrits et de recruter pour nos clients les meilleurs talents

dans les plus brefs délais.

Nous recrutons tous types de profils et enregistrons en moyenne 20 à 30 missions de recrutement par mois sur l'ensemble du territoire Gabonais.

ÉCONOMIE GABON+ : Selon l'Organisation internationale du Travail (OIT), le Gabon possède l'un des taux de chômage chez les jeunes les plus élevés d'Afrique subsaharienne (36 %). Quelles sont les principales causes et quelles solutions pour parvenir à réduire le chômage?

Kariane LEYINDA : En effet, selon l'Organisation Internationale du Travail (OIT), les jeunes représentent environ (60%) de la population au chômage au Gabon, et sont en grande majorité des chômeurs instruits. Cette situation pourrait résulter d'une part, d'une inadéquation entre le système éducatif et les besoins des employeurs et d'autre part d'une faible capacité de l'économie gabonaise à créer de nouveaux emplois malgré les fortes potentialités dont dispose le pays dans les secteurs comme l'agriculture, l'énergie, le bois, etc. Plusieurs secteurs d'activités sont à développer, avec de nombreux métiers à découvrir et une main d'œuvre locale à former.

Nous gagnerions à réformer notre système éducatif, à investir davantage dans des formations répondant aux besoins des employeurs en favorisant l'apprentissage au travers des stages et des alternances. Il est urgent de former des jeunes en leur permettant d'acquérir suffisamment d'expérience profes-

sionnelle avant l'obtention de leur diplôme afin de s'insérer plus facilement sur le marché du travail.

ÉCONOMIE GABON+ : Vous avez organisé la 3ème édition du Salon de l'Emploi et des Métiers le 3 et 4 novembre derniers. Quel bilan pouvez-vous en faire?

Kariane LEYINDA : Initié en 2018, le Salon de l'Emploi et des Métiers est une initiative privée dans le cadre de nos activités. Cet événement annuel est un rendez-vous d'échanges et d'opportunités entre les parties prenantes du marché du travail (recruteurs et candidats). Lors de la première édition, nous avons enregistré la participation de 10 entreprises et 5 000 candidats. En 2019, 2 500 participants ont pu rencontrer les 22 entreprises présentes ;

Après 2 ans d'interruption du fait de la pandémie du coronavirus, cette 3ème édition, placée sous le thème : S'Orienter, se Former, Réussir, s'est déroulée sur deux jours rassemblant 20 entreprises de différents secteurs d'activités, 13 entrepreneurs et près de 3000 candidats participants.

Je pense qu'il est trop tôt pour parler de bilan. En revanche je peux affirmer que nous sommes particulièrement fiers de cette édition. Véritable challenge dans un contexte post COVID, notre secteur d'activité avait besoin d'une rencontre d'une telle envergure.

ÉCONOMIE GABON+ : Quel était l'objectif de ce salon pour les étudiants et jeunes actifs? Quels conseils pouvez-vous donner aux jeunes diplômés sans expérience qui n'arrivent plus à se projeter?

Kariane LEYINDA : La méconnaissance du marché de l'emploi est l'une des causes des erreurs d'orientation des jeunes dans leurs études supérieures.

Le Salon de l'emploi et des métiers, a donc été l'opportunité pour eux d'une part, de rencontrer de manière directe les recruteurs, s'informer sur leurs besoins et leurs attentes, définir un projet professionnel ou mettre en place une stratégie de reconversion professionnelle. Et d'autre part, de participer à des conférences animées par des cadres d'entreprises et des entrepreneurs d'horizons divers, sur des thèmes d'actualités liés à leurs métiers, suscitant ainsi des vocations et apportant une meilleure lecture du marché du travail.

Notez chers candidats qu'il est important de rester enthousiaste et de ne pas tomber dans le découragement lorsqu'on recherche un emploi ; au-delà de vos compétences techniques, le recruteur recherche une personnalité cohérente avec la culture de l'entreprise, une ambition, une motivation. Vos softs skills feront la différence, il faut les identifier et les mettre en valeur pour se démarquer. L'empathie et l'affinité ne sont pas des critères pour recruter. Quelle est votre valeur ajoutée ? C'est la question que se pose l'employeur, et non comment peut-il vous aider ? On parle de « marché du travail », si les candidats sont le « produit » et les recruteurs « l'acheteur », on en voudra pas à ce dernier de vouloir se procurer la crème du marché.

Aussi, en début de carrière, il est judicieux de penser employabilité plutôt que salaire. Booster son employabilité est un investissement (formation, stage parfois non rémunéré, bénévolat...). Le retour sur investissement se fait lorsque vous avez acquis suffisamment d'expérience pour prétendre à la rémunération qui vous scie.

ÉCONOMIE GABON+ : Souhaiteriez-vous aborder ou mettre un accent particulier sur un sujet que je ne vous ai pas proposé? Nos colonnes vous sont ouvertes.

Kariane LEYINDA : Je remercie Economie Gabon+ pour l'intérêt porté à notre cabinet, c'est sans hésiter que nous nous rendons disponibles lorsque notre expertise est sollicitée, en particulier sur ces sujets qui sont au cœur de notre activité; Formation-Emploi.

Mes remerciements vont également à l'endroit de nos partenaires, pour leur confiance au quotidien, pour leur mobilisation et leur engagement lors de cette rencontre qui n'aurait pu se faire sans eux. Merci d'avoir accepté de nous accompagner pour redonner de l'espoir à tous ces jeunes.

Enfin, je tiens à féliciter le Fondateur et Directeur de Altemploi Gabon, Monsieur Alexandre ALAWOE pour cette initiative louable, ainsi que tous mes collaborateurs pour leur implication dans l'organisation de cette 3ème édition du Salon de l'Emploi et des Métiers.

Gabon : où trouver l'emploi?

Le Gabon compte désormais 64 mille chômeurs, soit environ 36% de la population active. C'est le taux de chômage le plus élevé chez les jeunes en Afrique subsaharienne, d'après l'Organisation internationale du Travail, que l'on peut distinguer en deux catégories.

par JR DJOUE DABANY

64 000. C'est le nombre de chômeurs que compte désormais le Gabon. Des chômeurs qui représentent 35% de la population active et qui se distinguent en deux catégories : d'un côté les non diplômés avec 56 mille chômeurs qui sont les plus nombreux, de l'autre côté, 14 mille diplômés qui sont toujours à la recherche d'emploi.

Pour répondre à la demande, le gouvernement mise sur l'employabilité. Il s'agit d'un package des mesures urgentes qui prévoit la création des milliers d'emplois dont près de la moitié dans la fonction publique et l'élargissement du nombre des bénéficiaires des programmes d'emplois. L'objectif de ces programmes : embaucher quelque 100 mille personnes.

Pour repartir cette main-d'œuvre,

le gouvernement vise plusieurs secteurs en particulier. Ainsi, l'agriculture et la pêche devraient créer des milliers de postes, les industries manufacturières et la construction. D'autres postes devraient être absorbés par le secteur touristique et par les autres services.

Alors qu'elle représente 10% de la population active, l'agriculture attire plus de jeunes chômeurs et manque de bras. Ce secteur pourrait embaucher 100 saisonniers et des milliers d'autres travailleurs irréguliers chaque année.

En attendant, déçus par le manque d'opportunités qu'on leur propose, les sans emplois grossissent les rangs des mécontents. La solution viendrait-elle des cabinets de conseils en recrutements comme AltEmploi? Depuis sa création,

AltEmploi a enregistré plus de 30 000 demandeurs d'emplois sur sa plateforme.

Ces outils incontournables nous permettent de compter aujourd'hui plus de 30 000 inscrits et de recruter pour nos clients les meilleurs talents dans les plus brefs délais

La Banque africaine de développement (BAD) finance certains de ces programmes qui visent à l'auto-emploi de près de 6500 jeunes et des femmes inscrits dans les registres du Pôle pour la Promotion de l'Emploi.

Mais les Gabonais, eux aussi, sont appelés à faire leur révolution culturelle. La voie royale de la fonction publique est durablement bouchée, et il leur faut penser à prendre le chemin de la formation



professionnelle plutôt que les couloirs des universités de droit ou de lettres.

Ces citoyens – neuf Gabonais sur dix vivent dans les villes – seraient bien avisés de retrouver le goût de

l'agriculture, toujours méprisée. Celle-ci peut devenir un précieux vivier d'emplois et améliorer la balance commerciale du pays, qui importe entre 50 % et 80 % de son alimentation.

L'emploi sans la croissance?

Peut-on créer de l'emploi dans un contexte économique difficile? Cette question se pose avec acuité dans certains pays du continent où même la croissance peine à inverser les courbes du chômage. D'après les économistes, une hausse de la croissance fait reculer le chômage. Confronté à la chute des cours des matières premières et aux conséquences de la pandémie de Covid-19, le Gabon s'en sort mieux que la plupart de ses voisins de la Cemac, même s'il n'a pas réussi à atteindre le niveau souhaité. Économie Gabon+ a suivi deux jeunes Gabonais ayant abandonnés l'université pour se lancer dans des petits métiers pour joindre les deux bouts. REPORTAGE

par JR DJOUE DABANY

Attendant patiemment que les clients viennent à son étal au marché de Mont Bouet, le plus grand marché du Gabon à Libreville la capitale, Joël Pango 32 ans, rêvait jadis d'un travail de bureau. Mais 6 ans après son baccalauréat et financièrement dans l'impossibilité de faire des études universitaires, Pango ne trouvait toujours pas de travail.

Pour soutenir sa famille, il décide alors de s'installer au marché de Mont Bouet pour y vendre des vêtements, des chaussures. Ce qui lui permettait de gagner au moins 400.000 francs CFA par mois.

Pour Pango, l'entrepreneuriat pourrait être la seule solution pour les jeunes Gabonais confrontés au chômage galopant. «Il y a pleins de jeunes Gabonais qui ont compris aujourd'hui qu'à travers le commerce on peut nourrir sa famille et surtout devenir un grand homme d'affaires demain», explique-t-il.

Dans un pays d'à peine 2 millions d'habitants, le chômage des jeunes dépasse les 30%. Selon un rapport du Fonds Monétaire International publié l'année dernière, le niveau de pauvreté et de chômage reste élevé au Gabon malgré les im-

portantes ressources naturelles du pays, notamment le pétrole, l'or et le manganèse.

La croissance économique du Gabon est attendue à 3,2% en 2023 contre 3,5% initialement attendus en 2022, selon le rapport.

Le cas de Pango est très commun chez les jeunes de Libreville. Ils sont nombreux parmi eux à être diplômés, à s'être lancés dans l'entrepreneuriat, où dans l'exercice de petits métiers ou encore, travaillent dans l'informel pour joindre les deux bouts.

Eric Etoung, 27 ans, gagne sa vie en tant que coiffeur pour homme aujourd'hui. Le gouvernement devrait insister davantage pour renforcer le secteur informel, afin de donner aux jeunes plus de choix sur le marché du travail.

«Les métiers ne sont pas valorisés, alors que ce serait un tremplin pour certains jeunes qui n'ont pas eu d'autres issues, par exemple, faire des études et qui pourraient s'en sortir par ce moyen la mais malheureusement, c'est banaliser, c'est-à-dire, ce n'est pas vraiment pris en compte de manière à permettre, à montrer aux jeunes l'intérêt qu'ils auraient par exemple

à faire des métiers, à être à leur propre compte, les avantages. Tout le monde pense seulement au bureau, bureau, alors que ce n'est pas la seule solution», dit-il.

Alors que le pétrole représente 45% du PIB du membre de l'OPEP, ce qui fait du Gabon le taux le plus élevé par habitant, la pauvreté persiste, un paradoxe qui laisse les analystes perplexes.

Avec le déclin de la production d'un tiers depuis son pic de 370.000 barils par jour en 1997, selon les analystes, le Gabon devrait commencer à diversifier son économie pour compenser cette baisse, développer le secteur minier et améliorer les secteurs comme les télécommunications, la foresterie et la pêche pour générer plus de revenus et créer des emplois.

«Le grand défi pour le Gabon aujourd'hui, c'est ces quatre vingt dix mille à cent mille chômeurs qui sont en grande partie les jeunes et donc qui vont continuer à sortir du système éducatif et qu'ils ne pourront pas absorber. Et ça peut être dramatique parce que les perspectives de croissance, elles sont bonnes les perspectives de croissance, les prix des matières pre-

mières sont orientés à la hausse, le gouvernement a mis en place un vaste programme de développement des infrastructures, le climat des investissements, on y travaille, le gouvernement travaille à attirer les investisseurs. Donc si on n'adapte pas le système éducatif aux besoins du secteur productif, on va avoir des emplois qui vont se créer mais qui finalement, au finish, ne pourront pas être occupés. On aura des jeunes gabonais qui regardent le contingent des personnes venir travailler dans les entreprises à leur place», détaille Rick Etoung, analyste Indépendant, ex-employé de Citibank à Libreville.

Pour Fortune Matsiegui, professeur en sociologie à l'Université Omar Bongo, le niveau élevé du chômage lié à de nombreuses années de mauvaise gestion économiques avec le gaspillage des revenus du pétrole est une bombe à retardement, étant donné la richesse du potentiel du Gabon.

«Si on sait que le Gabon est un pays potentiellement riche, immensément riche, parce que la dernière classification, lorsqu'on la faisait à travers le PIB, nous étions un pays à revenu intermédiaire, c'est-à-dire, que c'est la

richesse nationale répartie par la population et par année, on se situait de l'ordre de 3 à 4 mille dollars par habitant. Ce qui n'est pas rien dans le monde, ce qui n'est pas rien. Donc on serait parmi les pays les plus riches, à revenus intermédiaire, ni pauvre, ni très riche comme ces économies capitalistes affirmées en Occident. Mais qu'est-ce qui se passe, c'est parce que ces richesses sont très mal réparties», a-t-il dit.

Le ministre de l'Economie, Nicole Jeanine Lydie ROBOTY, a déclaré le mois dernier que l'économie du pays connaîtrait une progression de plus de 3%, grâce à une croissance à deux chiffres dans les secteurs non pétroliers et soutenue par le PAT, le Plan d'accélération de la transformation, un ensemble de réformes et de projets retenus à partir du Plan stratégique Gabon émergent (PSGE) pour relancer l'activité économique et sociale dans un contexte marqué par la crise sanitaire mondiale de la covid-19 qui a eu des effets négatifs dans tous les secteurs de l'économie du pays.

+ À L'ÉCOUTE + INFORMÉS + CONNECTÉS

Découvrez **gratuitement** l'actualité économique du Gabon

NOTRE FORCE RÉSIDE DANS NOS PROPRES VALEURS ET SE DÉCLINE EN QUELQUES LIGNES

7. NOS RUBRIQUES

Les Échos de l'Économie Gabonaise – Grande distribution – Développement durable – RSH/HSE – Économie numérique – Agriculture & Agrobusiness – Ressources minières – Transports, Logistique, Tourisme – BTP – Éducation, Formation – Banques & Assurances... et aussi, Portrait – Santé – Agenda, Conso.

6. LA DISTRIBUTION

Les 12 000 journaux édités chaque mois sont distribués par nos soins à titre personnalisé à tout l'appareil politique, aux directeurs généraux et aux chefs d'entreprises. Il est aussi mis à disposition dans tous les grands hôtels de la place, à l'aéroport et dans les avions, les ONG, les banques et les assurances, les ambassades du Gabon à l'étranger et celles implantées au Gabon, bibliothèques, grandes écoles et les institutions : Unesco, Unicef, OMS...

1. CONSTANCE

Maintien d'une ligne éditoriale objective, claire et précise relative à l'économie. Respect de la déontologie du métier : relater, relayer l'information telle qu'elle nous est transmise et après vérification.

2. NOTRE ÉQUIPE

Fidèle, passionnée et très organisée. Tout est intégré : la rédaction, les secrétariats, l'infographie, la relecture et la correction, le community management, la distribution. Seule l'impression est externalisée.

3. POURQUOI EST-IL GRATUIT

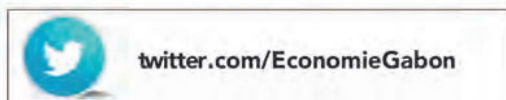
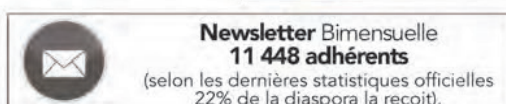
Parce que c'est une forme de liberté et qu'elle est en adéquation avec le mode de fonctionnement des réseaux sociaux sur lesquels nous sommes très présents.

4. LE MODÈLE ÉCONOMIQUE

Seuls les reportages et les achats d'espaces sont payants selon des tarifs fixés.

5. NOTRE CIBLE

Principalement les leaders d'opinion et les chefs d'entreprises ainsi qu'un large public.



L'ensemble de ces vecteurs de communication est à votre disposition selon vos messages à transmettre, votre actualité, le public à atteindre et la période concernée.

1266 BD DE LA NATION BORD DE MER - LIBREVILLE

Immeuble B.I.C.P Bord de mer - BP : 4562 Libreville / Gabon

Tél: +241 (0) 11 44 11 62 - Email : economiegabonplus@gmail.com

L'essor des universités privées au Gabon

Près de la moitié des étudiants sont inscrits dans les universités privées du Gabon. En effet, le système éducatif public a du mal à répondre à la demande. Mais les études coûtent chers dans ces établissements qui, parfois, fonctionnent avec des irrégularités.

par JR DJOUE DABANY

Pendant des décennies, l'éducation en général a été sous financée sur le continent. Aujourd'hui, au Gabon, le système éducatif public a du mal à répondre à la demande. Ce qui entraîne une croissance du secteur de l'enseignement privé mais aussi la création d'établissements illégaux. Carla a 26 ans, elle n'a pas eu d'autre choix que de s'inscrire dans l'enseignement privé ne trouvant pas de place dans le public.

«Je me suis inscrite dans une université privée parce que non seulement j'ai été orientée par l'Etat à cause du nombre trop élevé des étudiants dans les universités publiques mais c'est surtout un choix personnel, parce que dans les universités publiques, le calendrier scolaire n'est pas respecté et il y'a trop de grèves qui pé-

nalisent les étudiants ».

Selon les derniers chiffres officiels, 75% de la population étudiante de Libreville est inscrite dans l'enseignement supérieur. A l'échelle du continent, 21% des enfants et des jeunes africains sont actuellement scolarisés dans l'enseignement privé. Ce qui devrait représenter 1 élève sur 4 d'ici 2023, soit 66 millions d'étudiants africains.

Alors que la demande pour l'enseignement privé augmente et que les offres explosent, les universités publiques ont du mal à faire face. Dans le secteur privé, la concurrence est féroce et certains établissements font tout pour attirer les étudiants. «Nous payons beaucoup d'argent c'est vrai mais nous recevons aussi les bons enseignements et la pro-

messe d'un emploi à la fin du cursus », se jouit Wensy, étudiant dans un institut privé de technologie de Libreville.

Depuis une dizaine d'années, le Gabon travaille d'arrache-pied pour développer son économie. A cette fin, le pays a notamment entrepris des réformes en profondeur de l'ensemble du système éducatif en mettant l'accent sur l'enseignement supérieur. «Les efforts consentis pour résoudre ce problème n'ont pas jusqu'ici produit des résultats probants. Il faut encore plus d'efforts pour parvenir à un équilibre. Sinon, la situation va s'empirer dans les 10 prochaines années », regrette Samuel Koumba, enseignant des collèges.

Près de la moitié des étudiants gabonais sont inscrits dans des établissements pri-



vés. Même s'ils semblent une alternative aux universitaires publiques, trop souvent paralysées par des grèves, des professeurs comme Herman Massala dénonce des irrégularités de certaines structures. « Certains établissements font du business et

n'offrent aucune garantie à la fin du parcours étudiant. Malheureusement, c'est le seul moyen qui s'offre aux étudiants ».

En moyenne, une inscription dans une université privée reste bien plus chère

que dans le public. Un coût souvent exorbitant pour les familles d'étudiants, mais en contrepartie, ces établissements privés prétendent garantir un emploi une fois le diplôme en poche.

Questions à:

Nous avons reçu à la rédaction un infatigable promoteur des investissements privés en Afrique : M. Dogad DOGOUI, Représentant spécial de WUSME et fondateur du réseau Africa SMB Forum de passage au Gabon.

Interview réalisée par JR DJOUE DABANY



ECONOMIE GABON+ : Vous êtes à Libreville pour la Semaine africaine du climat. Qu'est qui vous amène ?

M. Dogad DOGOUI : J'ai grand plaisir à venir au Gabon pour participer aux discussions pré-COP 27 (ndlr du 8 au 17 Nov en Egypte) dans le cadre du plaidoyer que je mène en faveur des PME. J'y viens à la fois comme Ambassadeur et Représentant Spécial de WUSME (World Union of SMEs, basé dans la République de San Marino) et Chairman Africa SMB Forum, plateforme de connexion des PME africaines aux

fournisseurs et investisseurs du monde entier.

Durant ce rendez-vous, je suis également mandaté par des entreprises européennes et panafricaines pour présenter leurs solutions techniques pour la protection de l'environnement et le développement durable.

ECONOMIE GABON+ : Le Gabon est-il un terrain favorable pour les entreprises que vous représentez ?

M. Dogad DOGOUI : Bien évidemment. Au-delà des rencontres avec les institutions internationales et les bailleurs de fonds, j'ai également mission de présenter les offres d'entreprises aux autorités, collectivités et industries gabonaises dans divers secteurs : agro-écologie et environnement (Greentech), assainissement (Hydranet), traitement des déchets (Ompeco), éclairage public intelligent (Witti), place de marché pour produits et services de première nécessité (DizzitUp), recharge intelligente des véhicules électriques (Youree).

ECONOMIE GABON+ : Vous semblez intervenir à l'échelle mondiale.

Quelle est l'étendue de votre réseau ?

M. Dogad DOGOUI : Depuis 1999, j'ai patiemment bâti un réseau mondial de contacts directs en Europe du Nord et de l'Ouest, en Amérique latine, dans les pays du Golfe et en Asie du Sud-est. Africa SMB Forum compte près de 32000 entreprises de 52 pays dans le monde (dont 31 en Afrique). Quant à WUSME, il compte 150 ambassadeurs dans 110 pays sur les cinq continents.

Mes échanges fréquents et mes voyages m'ont permis d'établir des relations durables avec des industriels, équipementiers, fournisseurs et investisseurs (banques et fonds de private Equity) en France, Belgique, Suisse, Monaco, Pologne, Suède, Norvège, Brésil, Chili, Turquie, Emirats Arabes Unis, Inde, Singapour, Maroc et Tunisie en direction de l'Afrique Subsaharienne.

ECONOMIE GABON+ : Quelles perspectives pour vos actions au Gabon ?

M. Dogad DOGOUI : Je continue-

rai à suivre les premiers contacts établis avec les institutions, entreprises et collectivités locales entamées en marge de la Semaine africaine du climat. Par ailleurs, nous envisageons de nous rapprocher des organisations patronales et des agences publiques en charge de la promotion des investissements, des PME et des exportations, pour proposer la tenue à Libreville d'une prochaine édition du «Africa SMB Forum» : les trois premières éditions de ces B2B Meetings réunissant fournisseurs et distributeurs, donneurs d'ordres et sous-traitants et financeurs de PME africaines, s'étaient tenues à Casablanca (en 2014), Paris (2017) et Abidjan (2019).

Je lance un appel aux dirigeants de PME et aux industriels gabonais pour qu'ils rejoignent le réseau Africa SMB Forum pour se connecter à des fournisseurs d'équipements, de services et de financements du monde entier.

Contact : africasmb@gmail.com
www.africasmb.world

Ministère des TP : **Toussaint NKOUMA EMANA**, l'homme providentiel ?

Le facteur économique a semble-t-il joué dans la nomination le 12 novembre dernier de cet ingénieur des TP à ce portefeuille ministériel. Celui qui été choisi pour endosser le costume de ministre aura la charge de conduire les grands travaux de construction initiés dans le pays, ainsi que dans le cadre du PAT, le Plan d'Accélération de la Transformation

par JR DJOUE DABANY



Le Président Ali Bongo a nommé Toussaint NKOUMA EMANA ministre des Travaux Publics, de

l'Équipement et des Infrastructures, un mois après la dissolution de ce ministère, à la faveur d'un lé-

ger remaniement. Une décision qui semble avoir été motivée par l'insatisfaction du Chef de l'Etat face à l'inertie constatée dans l'avancement des chantiers qui incombent à ce département ministériel. Une promotion qui se traduit comme une récompense à sa loyauté au chef de l'Exécutif.

Sa nomination est intervenue un mois jour pour jour après la dissolution de ce ministère et le limogeage de son prédécesseur Léon Armel Bounda-Balonzi. Le personnel du ministère avait été mis à la disposition de la Primature. Après plusieurs décentes sur le terrain, le président Ali Bongo avait relevé des anomalies dans certains projets et avait demandé à son gouvernement d'accélérer le rythme des travaux et de procéder aux ajustements nécessaires. Plusieurs axes routiers de la capitale sont actuellement en travaux dans le cadre du

projet de réhabilitation des voiries du Grand Libreville dont le boulevard triomphal. Lancés en mars 2021, ils devraient être livrés depuis plusieurs mois.

Parfait inconnu aux yeux des nombreux Gabonais, le nouveau patron des TP a un CV kilométrique. Sa fulgurante ascension n'est pas le fruit d'un hasard. Avant d'être propulsé à la tête de ce ministère, il a supervisé plusieurs projets de la Banque Africaine de Développement, de la Banque Mondiale, du Fonds Européen de Développement au Niger et au Gabon.

Sous sa responsabilité, le nouveau ministre a assuré auparavant la coordination de tous les projets routiers et d'infrastructures financés par les partenaires multilatéraux lorsqu'il a été nommé en juin dernier au poste de Président du conseil d'administration du Fonds

autonome national d'entretien routier (FANER). Toussaint NKOUMA EMANA a assuré également la fonction de Conseil spécial, Chef de département Infrastructures, Aménagement du territoire, Travaux publics à la Présidence de la République.

Plusieurs projets majeurs de BTP, ayant un impact économique structurant, ont été engagés dans le pays. Certains parmi eux ont pris du retard, d'autres ont été quasiment abandonnés. D'anciens ministres ont été condamnés, puis emprisonnés pour détournements de fonds destinés aux nombreux projets de routes et de construction. C'est désormais sur cet expert en Génie-civil de 59 ans que compte l'Exécutif pour mener à bien les différents chantiers sur lesquels ses prédécesseurs ont été jugés peu efficaces.

ARISE s'engage

#contre les **cancers féminins**

S'informer
c'est prévenir

Se faire dépister
c'est s'assurer un avenir



AfL
AÉROPORT
DE LIBREVILLE

ARISE
INFRASTRUCTURE SERVICES

BICP

Bureau International de Conseil et de Promotion

LE LEADER DU CONSEIL IMMOBILIER



DEVENEZ PROPRIÉTAIRE DE LA VILLA DE VOS RÊVES À ANGONDJE

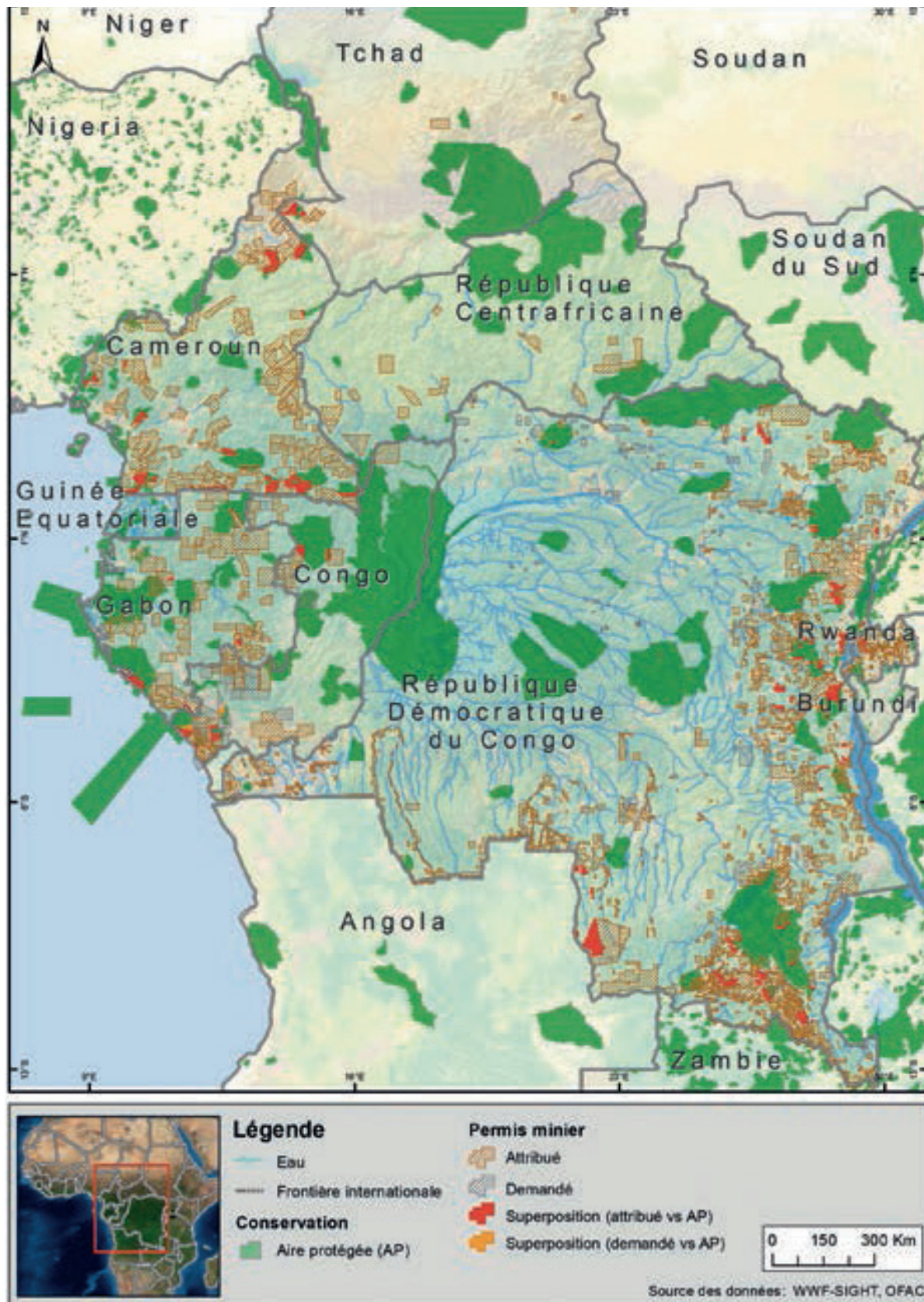


Vente en état futur d'achèvement sur titres fonciers

BP.- 4562 Libreville - Gabon / Immeuble BICP, 1266 Boulevard de la Nation
Tél : (+241) 11 73 18 80 / 11 73 17 55 / 065 30 18 80 - WhatsApp : +241 05 31 70 00
Email : pchandezon@gmail.com

La coexistence entre la protection de l'environnement et l'exploitation des ressources minières est-elle possible ? Cas de l'Afrique centrale (2e partie)

Par Rayanne Marc ISAAC



Pour revenir au Gabon, et hormis l'exploitation déjà ancienne de manganèse, les permis industriels en activité sont très peu nombreux : il s'agit essentiellement de permis de prospection (DGT, 2020a).

Un premier contrat d'exploitation des mines de fer de Belinga, au Nord du pays, en périphérie du parc national de Minkebe, avait été attribué à une société chinoise mais la licence est ensuite revenue dans le domaine public. Le mauvais comportement des minerais sur le marché, notamment celui du fer, retarde l'exploitation de ces gisements, ce qui n'aurait pas été sans risques sociaux et environnementaux.

En effet, même si le gisement de fer lui-même est situé en dehors des parcs nationaux de Minkebe et de l'Ivindo, les impacts environnementaux de l'exploitation (pollution, déforestation, braconnage...) devront être fortement maîtrisés pour ne pas porter atteinte à l'intégrité de ces aires protégées.

Afin d'alimenter la mine en électricité, la société chinoise avait d'ailleurs entamé la construction d'une route et la préparation d'un projet de barrage au niveau des chutes de Kongou, dans le parc national de l'Ivindo. Le parc renferme le plus beau réseau de rivières et de chutes d'Afrique en mi-

lieu forestier, en particulier les chutes de Kongou, ainsi qu'une biodiversité associée unique à bien des égards.

Si le cas de l'exploitation industrielle des mines de fer de Belinga est tout à fait révélateur des impacts potentiels d'un grand projet minier, même si celui-ci est ancré en dehors des limites des aires protégées, l'exploitation artisanale de minerais n'est pas non plus sans dangers. L'exploitation illégale de l'or dans le paysage est ainsi monnaie courante ; le parc national de Minkebe en a déjà fait les frais. Si le gouvernement gabonais tente de formaliser et de légaliser cette filière, beaucoup reste à faire.

S'agissant de la RDC, il est « le » pays minier de la sous-région. Actuellement, la superficie des permis superposés avec les aires protégées avoisine 17 000 km², pour près de 250 permis ; ces permis affectent près de 4 % de la superficie des aires protégées. Plus que tous les autres pays de la sous-région, l'économie de la RDC est fortement tributaire de l'exploitation minière dont les conséquences sociales et environnementales peuvent être dramatiques. L'exploitation des minerais alimente des conflits sociaux graves, notamment à l'Est du pays.

L'artisanat minier se développe de façon extensive sur l'étendue du territoire national congolais, à l'intérieur et à l'extérieur des aires protégées, avec des possibilités extrêmement limitées de contrôle. Ici les conséquences environnementales sont plus pernicieuses en l'absence de toute régulation.

Pourtant, plusieurs de ces aires protégées sont inscrites sur la liste des biens du patrimoine mondial.

Au Katanga, où l'exploitation du cuivre et du cobalt constitue la principale activité industrielle, des permis d'exploitation couvrent une grande partie des aires protégées tels que le domaine de chasse de Basse-Kondo et la réserve de biosphère de la Lufira. Des ONG ont bruyamment dénoncé la volonté du Gouvernement congolais de déclasser une partie des parcs nationaux des Virunga et de la Salonga – inscrits sur la liste des sites du patrimoine mondial. Ces ONG redoutent justement les impacts dévastateurs d'une telle décision sur la riche diversité biologique et culturelle des parcs.

Les deux aires protégées qui sont le plus impactées (directement et indirectement) par les permis miniers sont le parc national de Kahuzi-Biega (site du patrimoine mondial) et la réserve naturelle d'Itombwe, dans le Sud-Kivu.

Des questions de sécurité se posent également du fait de la présence des groupes armés qui alternent achats ou taxations illégales des minerais et braconnage. La volatilité du climat

sécuritaire a ainsi obligé plusieurs fois des sociétés à cesser leurs activités.

Dans pratiquement tous les pays d'Afrique centrale, l'artisanat minier s'est développé, est illégal et constamment florissant. Les artisans miniers s'installent sans autorisations dans des forêts et souvent, dans des aires protégées. Ils y exercent leurs activités impunément, et créent des dégâts environnementaux très importants, et dont ils ne sont pas redevables.

L'artisanat minier illégal est ainsi identifié comme un facteur de déforestation et de « défaunation » important. Il est souvent soupçonné et à juste titre, d'être impliqué dans toutes sortes de trafics, y compris d'ivoire, d'or et de diamant.

La plupart des pays d'Afrique centrale s'inscrivent désormais dans une dynamique d'aménagement du territoire, même s'ils ne sont pas au même niveau de l'aménagement et de la planification de l'utilisation de leurs terres. Ils reconnaissent de ce fait, qu'il n'y a pas de développement durable sans aménagement et/ou sans planification du territoire.

Comme beaucoup de pays de la sous-région, le Cameroun, par exemple, dispose d'un schéma directeur d'aménagement et de développement durable du territoire. Ce document présente les orientations, les objectifs et les résultats attendus d'une vision de développement spatial, physique et environnemental. Il est en cours d'élaboration au Gabon.

Il se base sur des options politiques claires et assumées : les convergences entre les ressources naturelles disponibles, la dynamique sociale, ainsi que le patrimoine environnemental, artistique et culturel du pays, sont mises en œuvre. Il s'agit ensuite de décliner de façon progressive et harmonieuse, ces schémas nationaux, en schéma régional.

Le budget 2023 en hausse de 306,7 milliards FCFA

Le budget du Gabon connaîtra une hausse de l'ordre de 3.602,3 milliards de FCFA contre 3.295,6 l'année dernière, soit une hausse de 306,7 milliards FCFA, indique le communiqué du Conseil des ministres qui s'est tenu, le 13 octobre dernier.

« Le projet de budget de l'État est équilibré en Ressources et en Charges à 3.602,3 milliards de FCFA contre 3.295,6 milliards de FCFA, soit une hausse de 306,7 milliards de FCFA résultant principalement des mesures prises afin d'augmenter les recettes fiscales. Les recettes budgétaires, hors recettes affectées au tiers, seraient évaluées à 2.345,2 milliards de FCFA contre 2.239,4 milliards de FCFA arrêtés dans la loi de finances rectificative, soit une hausse de 105,8 milliards de FCFA, résultant essentiellement de l'accroissement du niveau des recettes fiscales », souligne le texte.

Le gouvernement prévoit un taux de croissance de 3,1%, et une optimisation de la mobilisation des recettes à travers l'élargissement de l'assiette fiscale, la digitalisation des services et la suppression des exonérations d'impôts, droits et taxes non autorisés par la loi.

Les principales hypothèses sur lesquelles repose le cadrage macroéconomique et budgétaire 2023 ont été arrêtées en tenant compte de l'augmentation pétrolière de 10,9 millions de tonnes métriques, en hausse de 3,1% ; et le prix du baril de pétrole gabonais de 75 dollars US, en baisse de 26% ;

En 2023, la production de manganèse devrait s'établir à 10,9 millions de tonnes, soit une progression de 9,5%. Le prix de vente du manganèse atteindra 161,1 dollars

la tonne, en augmentation de 2,7%. Ainsi, la production de bois débité devrait connaître une hausse de 7,4%.

➤ Affrètements aériens, vols à la demande
charter and on-demand flights

➤ Location
Aircraft leasing

➤ Achat et vente d'avions
Aircraft sales and purchase

VMS AERO

VMS AERO, votre partenaire aéro avec une présence mondiale :
VMS AERO, your aero partner with a global presence :

United Kingdom, Canada, United Arab Emirates, Gabon

Contacts :
Email : contact@vms.aero
Tel : +33 6 20 31 19 03 / +241 62 24 24 02

Cargo aircraft / avion cargo

Corporate, VIP & Medevac aircraft / Avion d'affaires, VIP & médicalisés

Commercial Aircraft / avion de ligne

VIP & OGP Helicopters / hélicoptères, VIP & OGP

SCG-Ré : 500 millions de FCFA en actions pour les salariés du FGIS



Afin de financer l'expansion de ses activités sur le continent africain, conformément à son Plan stratégique et de développement (PSD) 2022-2027, la Société commerciale gabonaise de réassurance (SCG-Ré) a annon-

cé, le 7 octobre 2022, qu'elle va mettre à disposition des employés du Fonds gabonais d'investissement stratégique (FGIS) dont elle est l'une des filiales, 25 000 titres d'une valeur de 500 millions de francs sur les des 250 000 actions nouvelles émises par appel public à l'épargne.

«Pour les agents de la Galaxie FGIS, le conseil d'administration de la SCG-Ré, a pris la décision de mettre à leur disposition 10% des 5 milliards, c'est-à-dire 500 millions de francs de la souscription afin qu'ils deviennent des salariés actionnaires.

Le conseil d'administration a également décidé que les salariés de la galaxie de la FGIS achèteront cette action à 18 000 au lieu de 20 000 francs», a indiqué l'administrateur directeur général de la SCG-Ré, Dr Andrew

Gwodog.

« Il apparaît aujourd'hui plus que légitime, d'offrir la chance à des jeunes collaborateurs, de contribuer et de participer à cette montée en capital et de constituer un patrimoine important pour chaque Gabonais. Chaque acteur de la galaxie a la possibilité et l'opportunité de souscrire à cette entrée en bourse», a salué le directeur administratif et financier de la FGIS, Christian Mama-lepot.

La période de souscription de l'APE s'étendra du 1er au 30 novembre 2022 et est destinée à toute personne physique ou morale.

Source : directinfos

Brève Afrijet – Black Friday

Du 24 au 26 novembre 2022, Afrijet lance une campagne de promotion sur l'ensemble des destinations de son réseau domestique et régional ! Pendant ces trois jours, bénéficiez de prix uniques et défiant toute concurrence pour des jours de voyage prévus entre le 25 décembre 2022 et le 12 février 2023. Pour Noël ou l'anniversaire d'un proche, n'hésitez plus ! Comptez 95 300 FCFA en classe économique et 175 800 FCFA en classe affaires pour vous rapprocher de ceux que vous aimez, qu'ils soient au Gabon, au Cameroun, au Congo-Brazzaville, en Guinée Équatoriale ou encore au Bénin.

Qu'attendez-vous pour vous envoler ?

Rendez-vous sur le site internet, dans nos agences Afrijet, ou sur l'application flyafrijet.online, disponible sur le Google Play pour faire votre Black Friday !

Modalités :

- **Promotions flash** du jeudi 24 au samedi 26 novembre 2022 sur l'ensemble du réseau domestique et régional.
- **Période de voyage** compris entre le 25 décembre 2022 et le 12 février 2023 inclus.
- **En classe économique** : 95 300 FCFA TTC l'aller simple, pour les vols directs uniquement. Un bagage de 23 kgs est inclus dans le prix du billet.
- **En classe Business** : 175 800 FCFA TTC l'aller simple, pour les vols directs uniquement. Deux bagages de 23 kgs sont inclus dans le prix.
- En agence, pour chaque bagage supplémentaire de 23 kgs acheté en même temps que le billet, des frais supplémentaires de 15 000 FCFA s'ajouteront par passager. Sur l'application, le prix d'un bagage supplémentaire de 23 kgs s'élèvera à 12 000 FCFA. Dans chaque configuration, seuls 3 bagages supplémentaires sont possibles.
- **Les billets ne sont pas remboursables.**
- **La première modification étant gratuite**, les frais

s'élèveront ensuite à 30 000 FCFA au-delà.

- **Lieu d'achat** : dans nos agences Afrijet, sur le site internet (www.flyafrijet.online), sur l'application (disponible sur Play Store).



Pétrole : le Gabon s'aligne sur la décision de l'OPEP de baisser la production pétrolière

Le Gabon s'est engagé à Vienne en Autriche à s'aligner sur la décision de l'Organisation des Pays Exportateurs de Pétrole (OPEP) qui a opté mercredi pour une réduction de la production totale de deux (2) millions de barils/jour en vue de faire remonter les prix du pétrole qui ont récemment chuté sur le marché international.

La voix du Gabon à la 33ème réunion ministérielle de Vienne a été portée par le ministre du Pétrole et du Gaz, Vincent de Paul Massassa. Cette réunion à laquelle prenaient également part les pays alliés de l'Opep, rassemblement connu sous le nom d'Opep+, était l'occasion de prendre une décision permettant de stabiliser le marché international de l'or noir. Les ministres du Pétrole de l'Opep+ ont ainsi opté pour une réduction de la production totale de deux (2) millions de

barils/jour en vue de faire remonter les prix qui ont récemment chuté par crainte d'une récession.

La décision de l'Opep+ de baisser sa production de pétrole intervient pour soutenir le marché pétrolier dont les prix ont chuté ces dernières semaines pour se stabiliser entre 80 et 90 dollars le baril. Loin des niveaux atteints en mars dernier, suite à l'invasion par la Russie de l'Ukraine. Les prix du pétrole avaient alors frôlé les 140 dollars.

Cette 33e réunion ministérielle était très attendue et a alimenté les spéculations sur une réduction significative de la production de brut, ce qui a influé sur les cours de pétrole qui sont repassés au-dessus des 90 dollars le baril.

Source : gabonactu



APHASIE DE BROCA

Par Anne-Sophie Lord

	 Compréhension	 Répétition	 Expression
Aphasie de Broca	Oui	-	-
Aphasie de Wernicke	-	-	Oui
Aphasie de conduction	Oui	-	Oui
Transcorticale motrice	Oui	Oui	-
Transcorticale sensorielle	-	Oui	Oui
Transcorticale mixte	-	Oui	-
Globale	-	-	-

L'aphasie constitue un trouble du langage, allant d'une difficulté à trouver ses mots à une impossibilité de s'exprimer. Fréquent chez les personnes victimes d'un AVC, ce trouble est causé par des dommages dans le cerveau.

Qu'est-ce que l'aphasie ?

L'aphasie est un trouble du langage oral et/ou écrit qui résulte d'une lésion cérébrale des zones impliquées dans le langage. Cette maladie se traduit par une perte de la capacité à communiquer partielle ou totale pouvant entraîner d'autres troubles associés (écriture, lecture). Souvent invalidante, l'aphasie affecte la vie familiale, sociale et professionnelle des personnes touchées.

Quels sont les symptômes de l'aphasie ?

Dans son quotidien, une personne apha-

sique souffre de difficultés à s'exprimer, comprendre, lire ou écrire. Il en existe plusieurs formes qui peuvent se manifester par :

Troubles de la production du langage : il s'agit de difficultés à produire les mots correctement, associée à une diminution de la fluence verbale, c'est-à-dire au « débit » des mots exprimés. On parle d'aphasie non-fluente. Ces atteintes vont du « manque du mot » qui caractérise les anomies à des troubles plus sévères. L'aphasie motrice ou l'aphasie de Broca, en référence historique à Paul Broca qui l'a décrite, est un trouble caractéristique de la production du langage n'affectant que peu la compréhension.

Troubles de la compréhension, associés ou non aux troubles du langage : L'aphasie de Wernicke, en référence à Karl Wernicke qui l'a décrite, est caractérisée par des troubles importants de la compréhension. Si la fluence est préservée, les produc-

tions correspondent à un jargon, le patient n'ayant pas la possibilité de critiquer et comprendre ce qu'il dit.

Ces symptômes sont présents au niveau du langage oral et/ou écrit, pas de façon proportionnelle.

Outre l'aphasie de Broca et l'aphasie de Wernicke qui sont les plus connues, ces différences de proportionnalité ont amené les spécialistes à décrire d'autres formes d'aphasies. De manière non exhaustive, on peut citer :

l'aphasie de conduction : discours fluent, entrecoupé d'hésitations et de paraphasies. La compréhension est généralement bonne.

l'aphasie globale : L'expression du patient est quasi nulle. Les troubles de la compréhension sont également importants.

Enfin, un autre type d'aphasie à évolution progressive correspond à une atteinte neurodégénérative : l'aphasie primaire progressive.

Quelles sont ses causes ?

Ce trouble est le symptôme d'une lésion cérébrale pouvant provenir de multiples

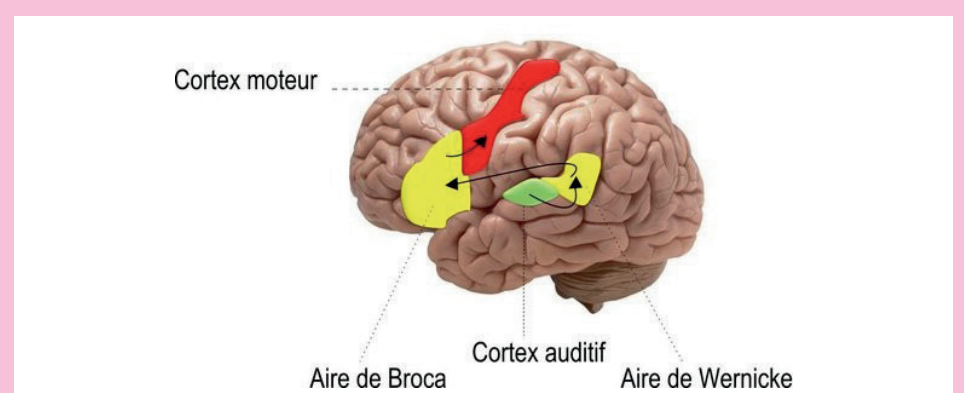
causes. Il peut s'agir notamment :

- D'un accident vasculaire cérébral (AVC) ; qui en la cause la principale. On estime que 20 à 30 % des personnes victimes d'un AVC développent une aphasie par la suite.
- D'une infection cérébrale (encéphalite).
- De certaines maladies neurodégénératives, comme l'aphasie primaire progressive qui peut parfois être le symptôme d'un début atypique de la maladie d'Alzheimer

Quels sont les traitements de l'aphasie ?

En fonction de la cause de l'aphasie, le traitement de cette cause est différent. Si elle est la conséquence d'une tumeur cérébrale par exemple, le traitement associé à cette pathologie est, bien évidemment, préconisé.

Le traitement de ce symptôme repose, quoi qu'il en soit, sur une thérapie du langage spécifique. L'orthophonie peut ici permettre au patient de perfectionner ses fonctions langagières et d'améliorer sa vie sociale. En phase subaigüe, quatre à cinq séances par semaine sont nécessaires. Et certains exercices sont à pratiquer chez soi.



Soutenir la relève **notre combat**



Nous vous devons

plus qu'un service



 **NOVEMBRE
BLEU**



***Fais-t'&i
dépister!***

